l'unité

M 2805 - N° 427 - 6 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 13 juin 1981



François Mitterrand, à Solutré, dimanche dernier.

UNE MAJORITE POUR LE PRESIDENT

PAR CLAUDE ESTIER

Les hasards du calendrier ont voulu qu'à trois jours du premier tour des élections législatives le Parti socialiste célèbre ce jeudi le dixième anniversaire de sa naissance, en juin 1971, au congrès d'Epinay. Dix ans, cela peut sembler long à ceux qui ont mené de durs combats avec des fortunes diverses. Au regard de l'Histoire, il apparaîtra que le temps a été court entre le moment où le socialisme français est sorti de son agonie et celui où il a accédé au pouvoir après qu'une majorité de Français ait apporté ses suffrages à l'homme qui a incarné son renouveau.

L'élection de François Mitterrand ne représente pourtant qu'une première étape — décisive certes, mais encore insuffisante — de cette accession au pouvoir. Il s'agit maintenant de franchir l'étape suivante, celle qui permettra d'agir avec la durée et de façon cohérente. D'où l'importance des élections législatives des deux prochains dimanches et la nécessité qu'elles dégagent une majorité parlementaire conforme à la majorité présidentielle, c'est-à-dire capable de donner à François Mitterrand les moyens de la politique que les Français ont approuvée en l'élisant le 10 mai. C'est cette idée simple que le président de la République a rappelée mardi soir à Montélimar dans une intervention dont la plupart des commentateurs ont souligné la relative discrétion par rapport aux abus dont le précédent président était coutumier en ce domaine.

Donner au président de la République une majorité de députés décidés à le soutenir est conforme à la fois à la logique des institutions et à celle du vote que 52 % des électeurs ont émis il y a à peine plus d'un mois. Tout indique que c'est bien dans ce sens que va aujourd'hui le courant populaire face auquel les dirigeants de l'ancienne majorité, qui tente de se rebaptiser « nouvelle », ne trouvent que de piètres arguments. Ils s'enferment d'ailleurs dans une grave contradiction puisqu'ils soutiennent aujourd'hui, avec l'idée d'une majorité de « contrepoids » au pouvoir présidentiel, une thèse exactement contraire à celle qu'ils ont défendue pendant plus de vingt ans. Quant aux mensonges répandus sur le programme socialiste, à coup de numéros spéciaux de journaux financés par le grand patronat, il s'agit d'un procédé classique destiné à créer la confusion et à faire peur aux hésitants. N'ayant plus rien à proposer, les tenants de l'ex-majorité s'efforcent encore de tromper les Français. Mais il suffit de voir et d'entendre les fanfaronnades de Jacques Chirac, le ton désabusé de Jean Lecanuet et l'agressivité permanente de Roger Chinaud pour comprendre qu'ils ne croient guère à leurs chances et, comme on dit, qu'ils n'ont pas le moral.

Il ne convient pas pour autant que les socialistes se laissent aller à un optimisme béat. Une bataille politique n'est jamais complètement gagnée tant qu'on n'en a pas atteint le terme. Or, cette bataille des législatives 1981 doit se gagner deux fois : une première fois dimanche en rassemblant le maximum de suffrages sur les candidats socialistes ou soutenus par le P.s. de façon à les placer en position favorable pour le second tour, une deuxième fois dimanche prochain en écartant le plus grand nombre possible de candidats de l'ex-majorité qui, de leur propre aveu, ne seraient présents à l'Assemblée nationale que pour faire obstacle à la politique qui a commencé à entrer en application depuis trois semaines.

Conformes en tous points aux engagements pris pendant la campagne présidentielle, les premières décisions gouvernementales dessinent clairement la nouvelle orientation choisie. Faire payer les plus privilégiés pour donner davantage à ceux qui sont les plus démunis est une politique parfaitement comprise par la majorité de l'opinion. Celle-ci a montré le 10 mai qu'elle ne se laissait nullement impressionner par les mensonges et la mauvaise foi. En ce qui nous concerne, nous faisons confiance à la logique et au bon sens des Françaises et des Français pour qu'ils confirment à un mois de distance leur engagement pour le changement. ●

Hersant au créneau

LA presse Hersant se distingue quotidiennement par sa virulence contre le nouveau gouvernement socialiste. A Paris, c'est « le Figaro » qui est à la pointe du combat au point de devenir un véritable tract dans lequel on retrouve tous les mensonges répandus par les partis de l'ex-majorité sur les propositions socialistes. L'académicien Jean d'Ormesson y a même repris du service pour exprimer à la fois son dépit et sa haine dont voici un échantillon, tiré de son éditorial de mardi : « Contre les mises en garde les plus formelles indéfiniment répétées, contre les avis les plus autorisés, contre toutes les leçons inlassables de l'Histoire, une illusion — même pas lyrique — a emporté les Français. Ils commencent à peine à regretter, ils commencent à peine à se souvenir. Ils commencent à peine à se répéter : « C'est trop injuste, c'est trop bête. »

Même son de cloche dans la presse de province aux mains de Robert Hersant. Mais le sommet est atteint dans celle qu'il diffuse dans les départements d'Outre-Mer. A titre d'exemple, cet extrait d'un éditorial signé Pierre Janrot dans « France-Guyane » :

« Il ne s'effacera pas de nos mémoires ce dimanche 10 mai, second tour des élections présidentielles. Il y restera gravé comme restent gravés dans les pierres de nos cimetières les noms de ceux qui nous ont quittés. Il y restera gravé comme un jour de tristesse et de deuil. »

Sans doute ce M. Janrot était-il trop loin pour voir l'explosion de joie que la victoire de François Mitterrand déclenchait au même instant à la Bastille et dans toutes les villes de France, y compris d'ailleurs à Cayenne !

On comprend que les Hersant, les d'Ormesson et quelques autres aient du mal à se faire à ce qui s'est passé le 10 mai. Mais s'ils croient que les Français vont maintenant revenir en arrière, ils peuvent effectivement faire leur deuil de cette illusion !

C.E.

ILLE-ET-VILAINE

Les socialistes ont le vent en poupe

PAR EMMANUELE PLAS

« CE qui a changé depuis 1978, disent les Rennais, c'est que François Mitterrand est président de la République et Edmond Hervé, ministre. » Il semble bien, en effet, que le 14 juin l'élection du député de la 1ere circonscription d'Ille-et-Vilaine se jouera sur ces deux faits politiques.

A droite, un candidat unique, investi par l'U.n.m., Jacques Cressart, député sortant R.p.r. et un candidat du P.f.n. qui fait sa campagne depuis Paris et qui ne devrait remporter que quelques dizaines de voix. A gauche, plusieurs candidats dont le communiste Rolland et surtout le socialiste Edmond Hervé, maire de Rennes et nouveau ministre de la Santé.

Pour Edmond Hervé, c'est la troisième campagne législative. En 1978, il avait obtenu 45,73 % des suffrages mais le 10 mai, dans cette même circonscription, François Mitterrand réunissait 51,4 % des voix sur son nom. Edmond Hervé les retrouvera-t-il ? Cressart, on s'en serait douté, assure que non. Mais si Jacques Cressart se bat encore, il confie volontiers en privé : « Les socialistes ont le vent dans le dos, moi je l'ai de face. »

Ce vent dans le dos, Edmond Hervé le ressent. Dans les deux réunions quotidiennes qu'il tient sans compter les douze réunions qu'il a animées lors du week-end de Pentecôte, jamais il n'avait vu autant d'électeurs.

En revanche, les réunions du candidat sortant sont désertes ou peut s'en faut. Les socialistes ont même décidé de ne même plus lui apporter la contradiction . Mauvaise augure pour le bouillant Cressart qui regrette de ne plus pouvoir « s'éclater ». La faute en serait, selon lui, au climat politique : les gens sont saturés et traumatisés. Et au climat tout court : en milieu rural les agriculteurs seraient surtout préoccupés par la météo. Un discours de battu. Un battu qui crie déjà à la trahison : parce qu'il a soutenu Debré, seuls les militants debréistes feraient sa campagne. Pourquoi alors a-t-il été investi par l'U.n.m. ? « S'ils ne m'ont opposé personne c'est parce que si quelqu'un peut encore sauver la circonscription, c'est moi. » Cressart fait une campagne « nationale » mais à l'aide du programme socialiste — décidément Giscard a fait école — et dénonce la conception socialiste de la laïcité, la collectivisation et les offices fonciers cantonaux, la possibilité pour le Parti communiste d'entrer au gouvernement. Il prédit même, au cas où la droite ne serait pas majoritaire à l'assemblée... la guerre civile.

« Venez que je vous serre la main, puisque c'est vous qui serez notre vrai député, disent les gens à Clément Théaudin, le jeune conseiller général, suppléant d'Edmont Hervé. » Car il ne fait plus de doute pour beaucoup, à Rennes et dans les cantons ruraux de la circonscription, que « le ministre » sera élu. Assez fiers, d'ailleurs, les Rennais que le maire de la capitale de la Bretagne soit ministre. On n'avait jamais vu ça. Le ministre, quant à lui, poursuit son combat. Avec sa rigueur tranquille. « Une campagne très intelligente, juge un journaliste de « Ouest-France ». Une campagne simple sur ce thème national : « il faut donner une majorité à François Mitterrand pour construire une France où chacun aura sa place, une France solidaire et responsable. »

« Dans les réunions que je fais, souligne Edmond Hervé, le public est non seulement nombreux mais très attentif. Il n'y a ni perturbateurs ni contradicteurs mais les gens posent beaucoup de questions. Notamment sur l'enseignement privé : c'est d'ailleurs un sujet que j'aborde directement, j'explique la position du Parti socialiste. Comme pour chaque problème, je concrétise à partir des bilans locaux. Et les gens savent bien qu'à Rennes, c'est en tant que laïc que je subventionne les églises, la synagogue, le centre culturel islamique et les patronages. »

Le maire de Rennes pense que, cette fois, il a les meilleurs atouts pour gagner. Le 5 juin, « Ouest-France » titrait :« Mitterrand, un président qui tient ses promesses. » Pas de doute que Edmond Hervé ne recueille ces fruits-là. Ainsi que les dividendes de son action municipale.

Le candidat socialiste connaît chaque coin et recoin de sa circonscription : n'a-t-il pas dû la parcourir à vélo lors des élections législatives de 1973. Coins et recoins où maintenant il a partout des relais : des comités de soutien mis en place par les socialistes pour la campagne présidentielle et qui se sont étoffés et s'étoffent encore au fil des jours. « Le rôle de ces comités de soutien, explique le candidat socialiste, est d'assurer une présence, d'organiser les réunions. Lorsqu'une personne proche, de la même commune, donne une explication, c'est beaucoup plus crédible. En somme le rôle de ces comités est d'établir un transfert de confiance. » Aux comités de soutien aussi de distribuer les lettres du candidat. Ainsi personne n'est oublié : lettres aux agriculteurs, aux retraités, au clergé, aux artisants-commerçants, aux enseignants de l'école privée, 20 000 lettres en tout. Pour une circonscription qui compte 105 000 électeurs.

Cette circonscription de Rennes-Nord qui a élu jusqu'ici un député de droite est formée de la partie la plus bourgeoise de la ville, des communes de la banlieue nord de la capitale bretonne et de quatre cantons ruraux. Seul le canton de Bécherel au cœur du bassin laitier (l'Ille-et-Vilaine est le département qui produit le plus de lait en France) n'avait pas donné, le 10 mai, la majorité à François Mitterrand : « On a constaté une avance au bénéfice de la gauche dans la partie urbaine, dit Jean-Claude du Chalard, premier secrétaire de la fédération socialiste, et une très forte poussée dans la partie rurale de cette circonscription. »

La remarque est aussi valable pour Rennes-Sud, la deuxième circonscription d'Ille-et-Vilaine. Soixante-quinze km de large, dix à quinze km de long, Rennes-Sud dessine sur la carte la forme d'une banane. On y distingue quatre secteurs comptant chacun approximativement un quart des 133 000 électeurs de la circonscription : Rennes pavillonnaire avec sa longue tradition de vote à droite ; la Z.u.p. Sud où le vote à gauche se situe aux alentours de 70 % ; les communes suburbaines en passe de devenir des cités dortoirs ; les cantons ruraux de Saint-Méen-le-Grand, Montauban et Montfort. « C'est dans ces cantons que nous allons faire la plus grande poussée », dit Jean-Michel Boucheron, le candidat socialiste.

Cette élection est sans beaucoup de suspense pour Jean-Michel Boucheron qui se présente ici pour la deuxième fois. Il avait recueilli 47,5 % des suffrages en 1978. « C'était une victoire car il y a encore une dizaine d'années, le R.p.r. et les centristes se partageaient 80 % de l'électorat », remarque Jean-Michel Boucheron. Le 10 mai, François Mitterrand réunissait 53 % des voix.

Jean-Michel Boucheron retrouvera, au deuxième tour, le « ticket » contre lequel il s'était présenté, en 1978. Mais inversé. François le Douarec, député R.p.r., fils d'un député de droite avant-guerre, semblait jusqu'en 1978 indéracinable. « Fanfan ne faisait même pas campagne, il se présentait, cela suffisait », dit-on, ici. Pourtant en 1979, craignant pour son mandat de conseiller général, il préféra changer de canton. Bien lui en prit puisque c'est le socialiste Rémi Coudron — il est actuellement le suppléant de Boucheron — qui fut élu avec 58 % des voix ! Les maires de droite du canton crièrent à la trahison. Et la vengeance arriva pour les élections sénatoriales : Le Douarec échoua. Contre lui se ligua un groupe qui redoutait une perte de la circonscription pour la droite, s'il devait démissionner. A la tête des conjurés : Yvon Bourges, Pierre Mehaignerie et Jacques Cressart. A malin, malin et demi : pour les scrutins des 14 et 21 juin, Le Douarec a demandé l'investiture de l'U.n.m. Et c'est seulement après l'avoir obtenue qu'il a inversé le ticket, devenant le suppléant de André Guilloo, un vétérinaire de Saint-Méen-le-Grand :« Monsieur le titulaire, votre suppléant est une potiche », disaient les contradicteurs des réunions de Le Douarec, en 1978. S'il y avait — mais les salles sont vides — actuellement des contradicteurs aux réunions du candidat U.n.m., ils pourraient inverser la proposition. La droite est donc bien mal en point, dans la deuxième circonscription d'Ille-et-Vilaine. Même pas unie puisqu'un radical valoisien, candidat indépendant et professeur de faculté, est venu jouer les trouble-fête.

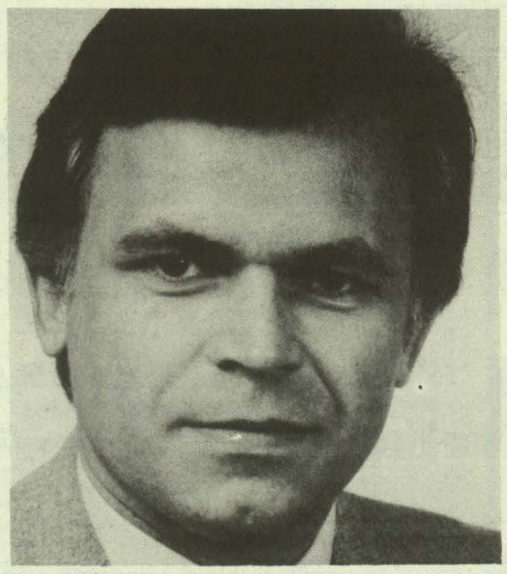
Du côté de la gauche, Jean-Michel Boucheron retrouvera son challenger communiste, adjoint au maire de Rennes, Christian Benoît. Avec un score de 12,07 % en 1978 — et 8,4 %, le 26 avril, pour Georges Marchais — le candidat communiste déplore que l'anticommunisme soit particulièrement marqué dans cette région. Quoi qu'il en soit il contribuera de toutes ses forces à battre le candidat de droite et tentera de faire que « le Parti communiste pèse le maximum en voix ».

Pour Jean-Michel Boucheron (33 ans) conseiller général depuis 1976 et adjoint au maire de Rennes depuis 1977 — et qui, à côté de ses responsabilités départementales et municipales, enseigne l'économie, en I.u.t., cette campagne n'est qu'un moment accéléré de son activité militante. « Si je suis élu, dit-il, ce sera le résultat de ma campagne de 1978. Depuis je suis resté constamment présent sur cette circonscription. » Cette récolte de trois ans de militantisme passe quand même par une campagne sur le terrain : soixante-dix réunions publiques et privées, discussions avec les parents des écoles publiques et privées, des visites dans les fermes et chaque semaine une lettre aux mille deux cents élus municipaux de Rennes Sud. Dans les réunions de Boucheron et de Rémi Coudron, beaucoup de questions sur le gouvernement avec les communistes. Pour que François Mitterrand puisse gouverner, il faut que les socialistes aient une énorme majorité à la chambre répond en substance le candidat socialiste. Elargir la majorité présidentielle est d'ailleurs le thème unique de sa campagne 1981.

« Les gens sont tellement convaincus de ma victoire qu'ils m'écrivent déjà comme si j'étais député », explique Jean-Michel Boucheron. J'ai proposé qu'un cahier de doléances soit rédigé dès le mois de septembre dans chaque commune afin de m'aider dans ma tâche de député ; aussi lorsque les gens me saluent ils disent : « Alors, au revoir. On se reverra en septembre. »

Quoi qu'il en soit pour les deux candidats socialistes de Rennes, le point fort de la campagne est venu de Paris, avec la visite de Pierre Mauroy, le 7 juin. Le Premier ministre était reçu par la municipalité de Rennes, son maire, en tête. Mais aussi par la Bretagne en la personne de Louis Le Pensec, ministre de la Mer, et en cette occasion d'abord porte-parole du B.r.e.i.s. (Bureau régional d'études et d'information socialiste).

A noter aussi que le Parti socialiste, avec Louis Chopier, maire de Saint-Malo, pourrait bien l'emporter dans la sixième circonscription d'Ille-et-Vilaine. François Mitterrand n'a recueilli, ici, que 46,2 % des suffrages. Mais l'image personnelle de Chopier et son bilan municipal pourraient lui permettre de remonter ce handicap. L'élan étant ce qu'il est et Yvon Bourges devenu sénateur n'étant plus candidat, la victoire du candidat socialiste pourrait être une de ces bonnes surprises comme il en vient de l'Ouest, au fil des scrutins, depuis 1976. ●



Jean-Michel Boucheron.



Edmond Hervé.

Pascal Lebrun

Le Cantal n'est plus le fromage de la droite

PAR YVAN CHARON

ECHAPPEE superbe, à la sortie d'un virage en venant de Rouffiac, on découvre soudain, accrochées à la montagne, vingt maisons de granit coiffées de loses — ces écailles schisteuses — et la tour massive de l'église. Comme à portée de la main. Mais il reste trois kilomètres encore avant d'arriver au village.

Cros-de-Montvert, à trente kilomètres au nord-ouest d'Aurillac : trois cent cinquante habitants par beau temps et un maire-sénateur à étiquette variable dont la plus belle réalisation est sans doute le cimetière, l'un des plus grands du département...

Vieille terre d'exode où l'aumône publique et le clientélisme à la petite semaine ont tenu lieu, pendant vingt ans, à la fois de développement économique et de projet politique. Ce qu'on appelait le « système Pompidou ».

Par ici, en 1968, on n'avait vu de drapeaux rouges que ceux des gardiens de troupeaux. Pays profond aux enfants déracinés ; terroir longtemps trahi qui se retrouve lui aussi sur les rives de l'espoir, en ce mois de mai 1981.

Je suis venu pour des retrouvailles avec Roger, au coin d'un canton rougeoyant de braises, et fêter une victoire tout en parlant de la prochaine... Je l'avais rencontré, Roger, pour la première fois en 1978, occupé à coller une affiche socialiste tout seul sur un panneau derrière l'église. C'était le temps où la gauche rassemblait péniblement une trentaine de voix à Cros-de-Montvert !

Depuis, avec une poignée de militants, Roger qui est un enfant du pays mais exilé à Limoges, a consacré le plus clair de ses loisirs à un travail de fourmi pour faire revivre dans ce canton de Laroquebrou une très vieille tradition qui donna à la gauche des majorités écrasantes de 1900 à 1956.

Et voilà que René Souchon, maire d'Aurillac en 1977, est élu député aux partielles de novembre dernier.

Et voilà qu'à Cros, François Mitterrand fait jeu égal avec Giscard, le 10 mai : 134 voix chacun, exactement !

Et voilà que M. le sénateur-maire, non content d'avoir encore à pantoufler huit ans au Palais du Luxembourg, se fâche tout rouge et supprime la traditionnelle « battue aux becs droits » — contre pies et corbeaux - qui était chaque année un événement pour le village...

Mon ami Roger est aux anges. Comblé.

« L'élan populaire a fait son chemin jusque dans nos montagnes, dit-il en balayant d'un revers de main le vallon du moulin, à nos pieds. Pourtant la droite, une fois de plus, n'y est pas allée de main-morte sur le chapitre de la carotte et de l'épouvantail... »

Oui, on a fait courir le bruit que la gauche allait supprimer la retraite des agriculteurs, rien que ça ! En même temps on débloquait avec un mois d'avance les subventions à l'économie de montagne qui ne compense guère, d'ailleurs, la baisse du revenu agricole chez les petits éleveurs. Rien n'y a fait .

La renaissance est en marche. Dans ces monts splendides et dépeuplés, on en attend la fin de l'assistance, de l'exil pour les jeunes, le renouveau d'une identité et d'une dignité longtemps bafouées par des notables arrivistes, requins qui se disputent à présent la dépouille d'une majorité moribonde.

Déjà Roger reprend la route, repart en campagne à bord de sa vieille berline diesel qui épouse le terrain, ayant souvent besoin d'un bout de pente pour démarrer. Nul doute. Il va — lui et quelques autres — faire triompher encore le maire d'Aurillac. Ce ne sera jamais que leur troisième campagne en sept mois ! ●



Véronique Neiertz.

SEINE-SAINT-DENIS

Véronique mène la reconquête

PAR MARIE-JOSE BERNARDOT

« LES élus locaux et les militants m'ont demandé de venir. J'ai été très touchée de leur confiance. Mais ce n'est pas une circonscription gagnée d'avance... »

Ainsi s'exprime Véronique Neiertz, secrétaire nationale du P.s. chargée des Relations internationales et candidate dans la cinquième circonscription de la Seine-Saint-Denis. Dans ce département qui appartient à la (demi) ceinture rouge de Paris, les neuf députés sortants sont des communistes. « Cela ne correspond plus aux réalités politiques actuelles, estime Claude Fuzier, le sénateur-maire socialiste de Bondy. Je pense qu'après ces élections la Seine-Saint-Denis aura un ou deux députés socialistes... » Et la cinquième circonscription est l'une de celles qui pourrait bien basculer. Dans cette circonscription désormais ancrée à gauche, la droite joue les seconds rôles : lors de l'élection présidentielle, Giscard a obtenu moins de 44 % des suffrages...

Sûre de la défaite, la droite se paie le luxe d'opposer deux candidats Robert Calmejane, R.p.r. (cité dans « B... comme Barbouze » au titre de ses activités à la C.f.t.) élu en 1958 et en 1968. Et Pierre Villemain, U.d.f ., signe particulier néant, si ce n'est une fort mauvaise gestion de l'office H.l.m. de Villemomble qu'il préside... « Si j'avais pu les choisir, j'aurais vraiment choisi ceux-là pour adversaires », lance Véronique Neiertz.

En revanche, Roger Gouhier, député sortant communiste et maire de Noisy-le-Sec, sera un concurrent plus coriace. Certes, au premier tour de l'élection présidentielle, François Mitterrand a devancé Georges Marchais de quatre points (26,31 % contre 22,30 %). « Mais, estime la candidate du P.s., le contexte d'une élection présidentielle est différent, il n'est pas certain que je bénéficierai du même phénomène... » Cela semble, en tout cas, probable. La nette avance de François Mitterrand est en effet le dernier épisode de la reconquête progressive des positions socialistes.

En 1973, le nouveau P.s. était à moins de 15 %. En 1977, il gagnait sur la droite la mairie de Villemomble avec Jean-Paul Maitrias, le suppléant de Véronique Neiertz. En 1978, le P.c. était encore loin devant avec 30,72 % contre 23,66 % pour le candidat du P.s. Sept points d'avance pour le P.c. qui sont devenus quatre points de retard au premier tour de l'élection présidentielle à l'avantage du P.s. Un bond spectaculaire à l'échelle de la chronologie électorale... mais qui n'étonne pas les historiens.

Dans cette circonscription, comme dans d'autres secteurs de la région parisienne, le recul du P.c. au bénéfice du P.s. ressemble plutôt à un retour aux sources. « En Seine-Saint-Denis et ici en particulier l'emprise du P.c. est plus circonstancielle que profonde, explique Claude Fuzier, qui est à lui tout seul une véritable anthologie de la géographie électorale en région parisienne... Le département a toujours été divisé selon une ligne Ouest-Est. L'Ouest, anciennement industrialisé avec dès le début du siècle un prolétariat très misérable, a toujours été communiste. L'Est, secteur plus pavillonnaire, était plutôt socialiste. Le P.c. ne s'y est implanté que parce que la S.f.i.o. s'est effondrée. » Pavillon-sous-Bois, municipalité socialiste, possède une section socialiste depuis soixante-quinze ans ! L'une des plus anciennes de France...

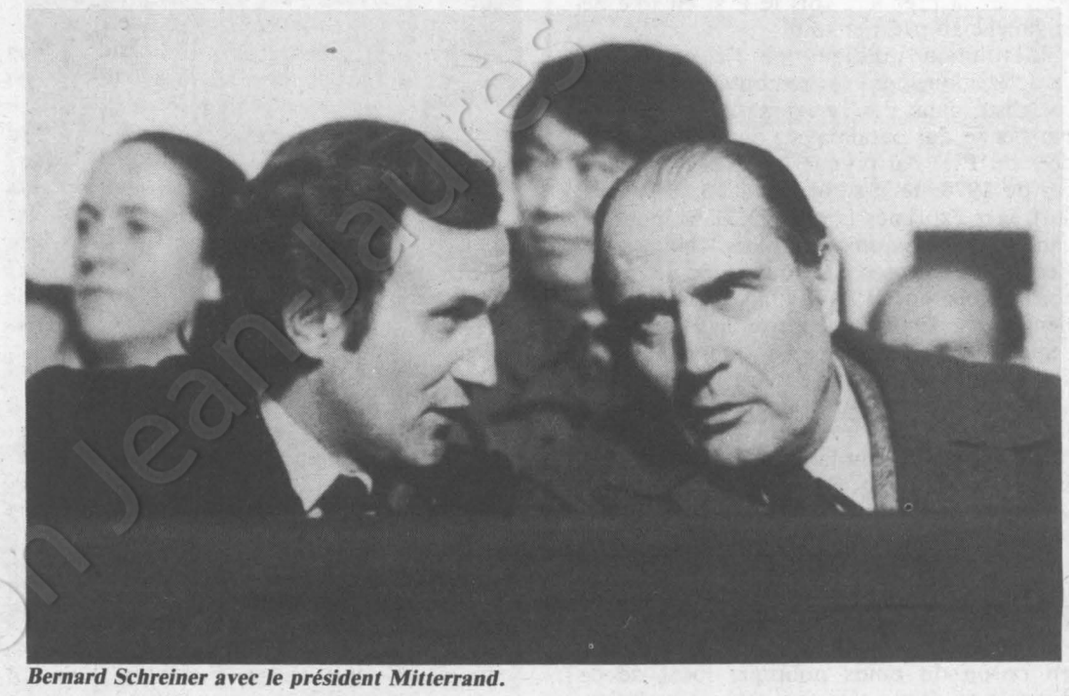
A l'Ouest de la circonscription, Romainville, mairie communiste reste un bastion du P.c. A l'Est, Bondy est acquise aux socialistes depuis la Libération. Entre les deux, Noisy-le-Sec, penche tantôt d'un côté, tantôt de l'autre. Longtemps à droite, cette ville clé, municipalité d'union de la gauche — dirigée par Roger Gouhier, le candidat communiste — est désormais bien ancrée à gauche. Mais, au sein de la gauche, elle pourrait faire pencher la balance du côté des socialistes.

Les raisons de cette « dérive » socialiste sont bien sûr nationales. Pourquoi la Seine-Saint-Denis se tiendrait-elle à l'écart de ce grand mouvement de confiance qui s'est porté sur François Mitterrand le 10 mai ? « Les électeurs de cette circonscription sont très politisés, explique Claude Fuzier. Ils sont sensibles à ce qui se passe au niveau national. Ici la mentalité a toujours été très unitaire : on vote à gauche, un point c'est tout. En 1965, l'ancien département de la Seine a été le premier à réaliser un accord politique P.c.-P.s. destiné à battre la droite. Moi pour la S.f.i.o., Paul Laurent pour le P.c., nous avions dû nous bagarrer pour obtenir le feu vert de nos directions nationales. Ici, l'union de la gauche est une très vieille idée et c'est pourquoi le P.c., artisan de la division, a été nettement sanctionné le 26 avril... » Localement, l'électorat de gauche a également été choqué de certaines pratiques du P.c., notamment à Noisy-le-Sec, la ville charnière. Son maire, Roger Gouhier, le candidat communiste, a provoqué une levée de boucliers en divisant par deux la subvention municipale accordée à la M.j.c. pour transférer les crédits à un office municipal de la jeunesse qui présente l'avantage d'être politiquement et administrativement contrôlé par la municipalité communiste. « C'est la politique qui a été définie au niveau national par le P.c.f., note une ancienne de la M.j.c. de Noisy — par ailleurs militante du P.c. Il s'agit de municipaliser tous les services destinés aux jeunes pour en retirer les bénéfices électoraux. Or, dans les M.j.c., le P.c. n'a pas les moyens de contrôler... »

Désormais, malgré le soutien apporté par les élus du P.s. aux partisans de la M.j.c., celle-ci végète dans un F 2 (pour huit cents adhérents) et n'est plus animée que par des bénévoles...

Manque de confiance en lui ou/et recul politique, le candidat communiste de cette circonscription a préféré laisser son étiquette au vestiaire. Sur les affiches de Roger Gouhier, nulle trace du sigle P.c.f. mais le rappel qu'il fut à plusieurs reprises le candidat de l'union de la gauche et le slogan « pour amplifier la victoire de la gauche... » Discrétion qui va de pair avec un comportement particulièrement « fair play » depuis l'ouverture de la campagne : « Cette fois, dit un militant socialiste de Bondy, les colleurs communistes ne recouvrent pas nos propres affiches, ils collent à côté... ». Quand à Véronique Neiertz, elle mène sa campagne sur le terrain avec le sérieux et l'opiniâtreté qui lui ont valu sa promotion record au sein du Parti socialiste : militante de base en 1972, elle est documentaliste au P.s. puis journaliste à « l'Unité » et devient secrétaire nationale à la Condition féminine lors du congrès de Metz et tout récemment elle a succédé à Lionel Jospin au secrétariat national aux Relations internationales... C'était aussi la seule femme membre du conseil politique de François Mitterrand pendant la campagne présidentielle. Toute menue dans son tailleur bleu, Véronique a fait de sa fragilité une arme : « C'est la première fois que je mène une campagne pour moi-même, c'est drôlement plus difficile que de se battre pour quelqu'un d'autre. » Mais la difficulté ne lui fait pas peur. Avec Claude Fuzier, le maire de Bondy, qui connaît la circonscription comme sa poche, elle parcourt les rues, les marchés, les hôpitaux, les écoles pour faire son apprentissage de député. « Elle a un sens du contact fabuleux, note le maire de Bondy, ravi de sa nouvelle recrue. L'autre jour, je l'avais amené voir les retraités réunis pour une partie de pétanque. J'avais à peine tourné le dos... elle jouait aux boules avec eux !... »

Mère de trois enfants, Véronique n'a rien d'une intellectuelle déconnectée des réalités quotidiennes. Et son profil politique correspond bien à la volonté unitaire des électeurs de cette circonscription. « Je suis entrée au P.s. en 1972 sur une option : l'union de la gauche... Et, en dépit des difficultés, je n'ai jamais douté de la justesse de cette ligne politique... » ●



Bernard Schreiner avec le président Mitterrand.

YVELINES

La rançon d'un travail de fourmi

PAR MARIE-JOSE BERNARDOT

AVEC ses vergers et ses pépinières à perte de vue, ce n'est déjà plus la banlieue. Mais ce n'est pas encore la province : plusieurs milliers d'habitants de Mantes (55 km de Paris) se rendent chaque jour à la capitale pour y travailler. Deux populations se côtoient sans se mélanger : la population fixe, en majorité rurale, et les « nouvelles couches », employés, cadres, etc. Population très mobile, à la recherche de racines. Mi-rurale, mi-urbaine, telle est la septième circonscription des Yvelines. Bernard Schreiner, 40 ans, adjoint au maire (socialiste) de Mantes, déjà candidat en 1978, connaît bien « sa » circonscription. Venu au P.s. en 1974 dans le sillage de Michel Rocard, cet ancien président de l'Union nationale des étudiants de France est devenu journaliste à « Témoignage chrétien » puis imprimeur-éditeur. Il est de ceux qui ont été les artisans de la percée du P.s. dans ce département où la droite a longtemps régné sans partage (à l'exception de Michel Rocard, les sept députés sortants du département appartiennent à l'ex-majorité...).

Ici la croissance du P.s. a la belle régularité des jeunes pousses : 13 % en 1973, 20 % en 1978, 23 % en 1979 — élection au parlement européen — 25,5 % en 1981 au premier tour de l'élection présidentielle. Le P.c., en revanche, est passé de 28 %, en 1973 à 17,29 % à la dernière consultation électorale. Il semble donc que cette fois-ci Pierre Ribes, député R.p.r. sortant, secrétaire d'Etat aux P.t.t. du dernier gouvernement de Raymond Barre, n'a guère de chance d'être réélu. « Il est passé de justesse en 1978 du fait de la présence d'un communiste au second tour », affirme Bernard Schreiner. Peu de risques de voir ce cas de figure se reproduire. Et Pierre Ribes, candidat unique de l'ex-majorité, se représente devant les électeurs avec un bilan plutôt négatif. Bien placé au gouvernement, il n'a rien fait pour défendre les emplois menacés : deux usines importantes (Gringoire et Coignet) ont fermé sans qu'il bouge le petit doigt. Il préférait, dit-on, accompagner Giscard dans ses chasses... Ce sont les élus socialistes, sous l'impulsion de Paul Picard, le maire de Mantes, qui ont créé de nouvelles zones industrielles.

« Pierre Ribes n'a jamais utilisé la tribune de l'Assemblée nationale pour protester contre les mesures de taxation qui incitent les entreprises à s'installer dans les villes nouvelles du Vaudreuil ou de Saint-Quentin et les dissuadent de venir dans la vallée de la Seine », affirme le candidat socialiste.

Ancien, le potentiel industriel concentré dans la vallée de la Seine (Renault, Talbot, Rhône-Poulenc, Singer, etc.) est surtout constitué d'usines de main-d'œuvre masculine : pas de places pour les femmes, guère plus pour les jeunes.

« Il faut moderniser le tissu industriel pour diversifier les emplois », estime Bernard Schreiner. Mais, pour les socialistes, cela n'exclut pas de préserver la vocation agricole et artisanale des cantons ruraux où l'objectif numéro un est le maintien des écoles dans les petites communes.

Ici comme ailleurs, l'axe central de la campagne socialiste c'est bien sûr le thème nationale : une majorité pour le président. Mais dans les Yvelines les socialistes mettent aussi l'accent sur le développement local : « Nous sommes les seuls à pouvoir donner ses chances à la région... » ●

VAL-DE-MARNE

Nungesser, l'inamovible, menacé

PAR MARIE-JOSE BERNARDOT

EN banlieue est de Paris, la sixième circonscription du Val-de-Marne est l'une des plus peuplées de France : 100 000 électeurs sur environ 130 000 habitants. Ici la droite, incarnée par Roland Nungesser, député depuis 1958 a toujours été face à face avec un Parti communiste bien implanté et maître du terrain à Champigny — la ville où habite Georges Marchais — qui représente à elle seule la moitié des électeurs de la circonscription. Roland Nungesser, régulièrement réélu depuis 1958 grâce aux électeurs de Nogent dont il est le maire, mais aussi du Perreux et de Bry, zones d'habitat résidentiel, a toujours eu un communiste comme adversaire au second tour. Cela risque fort de changer cette fois-ci. Pierre Jacquemin, le candidat socialiste, semble en effet en mesure de placer pour la première fois le P.s. en tête de la gauche au premier tour.

L'évolution politique de l'électorat est caractéristique de la remontée du Parti socialiste dans des secteurs de la ceinture parisienne qui paraissaient des chasses gardées du P.c. Au premier tour des législatives de 1978, le P.s. obtenait 16,58 % des suffrages exprimés contre 23,31 % pour le candidat communiste. Mais Nungesser l'emportait au second tour avec le score confortable de 54,79 %. L'élection présidentielle de 1981 a concrétisé un net renversement de situation. Au premier tour, François Mitterrand a obtenu 22,26 % des suffrages, devançant Georges Marchais (19,80 %). Et au second tour, François Mitterrand a obtenu la majorité des voix de la circonscription (51,99 %). Il est certes aléatoire de comparer les résultats d'une élection législative et d'un scrutin présidentiel car les réflexes de l'électorat peuvent varier : même si Giscard a été largement battu dans cette circonscription, la défaite de Nungesser n'est pas assurée pour autant en raison du poids politique local de ce notable du R.p.r. En revanche, l'évolution du rapport des forces au sein de la gauche paraît plus acquise. « Cela avait déjà commencé en 1978, remarque Gérard Descotils, qui était alors le candidat socialiste. A l'époque, pour la première fois, le P.s. avait devancé le P.c. dans les trois autres villes de la circonscription : Nogent, Le Perreux et Bry-sur-Marne. Mais Champigny restait un bastion communiste... »Le résultat de l'élection présidentielle traduit une accentuation de ce mouvement puisque dans l'ensemble de la circonscription François Mitterrand a obtenu 2 500 voix de plus que Georges Marchais. Or, dans cette circonscription solidement tenue par la droite depuis 1958, la présence d'un candidat socialiste au 2e tour paraît être l'une des conditions de la défaite de Nungesser. C'est l'enjeu numéro un du premier tour de ces législatives. Un handicap pour Pierre Jacquemin, le candidat socialiste : la multiplicité des candidatures — neuf en tout dont un radical de gauche et un écologiste. « L'éparpillement des voix au premier tour nuit surtout au Parti socialiste, explique Pierre Jacquemin. C'est pourquoi j'espère que les électeurs auront, comme lors de l'élection présidentielle, le réflexe de voter utile dès le premier tour. Dans cette circonscription, ce serait déjà un petit événement historique que d'arriver en tête de la gauche... et Nungesser ne pourra être battu que dans ce cas de figure. »

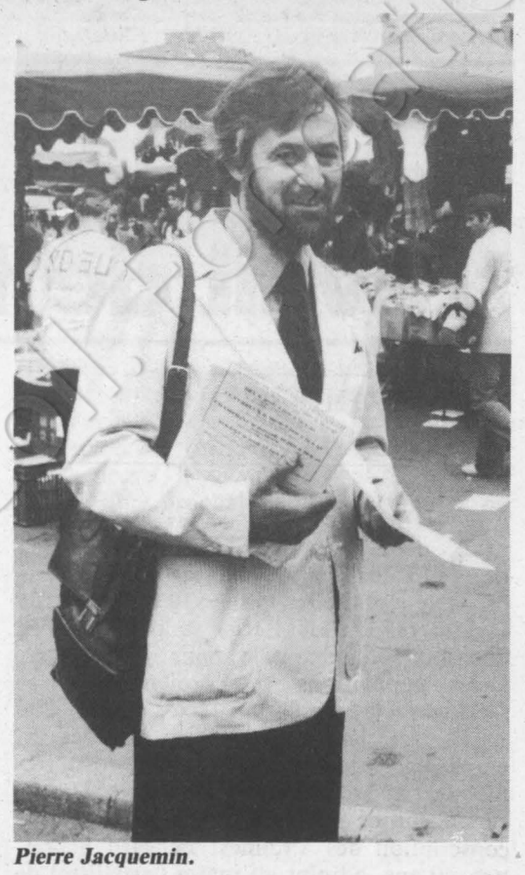
Porté par l'élan national du 10 mai, Pierre Jacquemin a aussi des atouts personnels à son actif. Cet homme de 42 ans, directeur administratif d'une P.m.e., est l'un des représentants de la nouvelle génération de socialistes : il a rejoint le P.s. en 1974, lors de la campagne présidentielle. En 1975, lors d'une partielle, il est élu au conseil municipal de Champigny et sera réélu sur la liste socialiste en 1977. Une implantation locale qui pèsera lourd lorsqu'il s'agira de faire le plein des voix de gauche au 2e tour.

Pour la première fois, Nungesser l'inamovible se sent menacé. Du coup, il axe sa campagne sur ses réalisations locales plus que sur les thèmes nationaux de la droite. « Bien sûr, il tente d'agiter l'épouvantail du collectivisme, remarque Pierre Jacquemin, et il essaie aussi de se donner une image d'homme de gauche : le mot « social »apparaît sans cesse dans la liste de son Comité de soutien ! Mais sa campagne a surtout un caractère municipal... »

Pourtant Nungesser a indéfectiblement soutenu la droite depuis 1958. Lors du vote sur l'I.v.g. à l'Assemblée nationale, il s'est débrouillé pour être absent. Et au premier tour de l'élection présidentielle, il a réussi le tour de force de soutenir à la fois Debré, Chirac et Giscard !



Roland Nungesser. Pascal Lebrun



Pierre Jacquemin.



Larzac : les paysans ne sont pas des moutons...

PAR EMMANUELE PLAS

LE 6 juin, Michel Rocard a fait un meeting à Millau. C'était le temps fort de la campagne de Gérard Deruy, le candidat socialiste de cette circonscription de l'Aveyron. Pour son entrée dans la ville, le ministre du Plan n'était pas escorté par les traditionnels motards mais par trente tracteurs conduits par les paysans du Larzac. Avec ces engins symboliques de leur combat, ils étaient venus remercier le Parti socialiste. Sur les pancartes accrochées aux tracteurs, on pouvait lire : « Votez P.s. » « Votez Deruy ». « Notre député : Deruy », « le P.s., on y croit ».

Le lendemain et le surlendemain, c'était la joie et la fête sur le Larzac. Là non plus la propagande en faveur du Parti socialiste ne perdait pas ses droits, des pancartes montraient sans ambiguïté la conclusion que « ceux du Larzac » tiraient de l'élection du 10 mai : « Mitterrand, un président qui tient ses promesses ». Les lampions de la fête éteints, les paysans sont repartis en campagne, distribution de tracts et porte-à-porte, pour le candidat socialiste.

« La décision du Conseil des ministres annulant l'agrandissement du camp a renforcé notre crédibilité et la notoriété du Parti socialiste. Pas seulement sur le Larzac. Je ressens cette confiance dans toute ma circonscription », constate Gérard Deruy. Car malheureusement pour le candidat socialiste, les « 103 » du Larzac et leurs familles comptent peu dans la stricte mathématique électorale de cette circonscription de 70 000 électeurs.

Pour Gérard Deruy, c'est la deuxième campagne législative dans cette circonscription. Millavois de souche et socialiste de toujours, comme il se définit, Gérard Deruy fait fonctionner avec ses frères une petite entreprise de tannerie. En 1973, il a été élu conseiller général de Millau. En 1978, il a réuni 45,5 % des suffrages, au deuxième tour des élections législatives. Le 10 mai, François Mitterrand n'a recueilli que 47 % des voix dans la circonscription. Mais il était majoritaire dans les villes : Sainte-Affrique, Séverac et Millau où il atteignait 56 %. Le Larzac mais également les vallées qui le bordent donnaient aussi la majorité au président de la République. C'est le Lévezou, ce pays d'élevage situé entre Millau et Rodez, qui avait fait la différence. Sur l'ensemble de la circonscription Gérard Deruy devra donc rattraper trois points. Face à un candidat unique de la droite, le R.p.r. Godefrin.

A gauche, en dehors de la candidature socialiste, on compte un candidat du Parti communiste et une candidature écologiste que chacun ici s'accorde à considérer comme très marginale.

Pour le candidat socialiste, dont le suppléant est un conseiller municipal de Sainte-Affrique, Dominique Alibert, la partie est jouable. Il compte améliorer le score de François Mitterrand dans les centres urbains : « L'élan y est », dit-il. Mais aussi sur le Lévezou. Et il semble bien, en effet, que du côté des agriculteurs on soit de plus en plus tenté de donner une majorité au président de la République « pour que tout soit en ordre ». Aussi, la campagne du candidat de l'U.n.m., basée sur la peur, cette fois encore, semble-t-elle faire long feu : « La collectivisation des terres, la suppression de l'école libre, la révolution et la guerre civile annoncées par le candidat de droite sont de moins en moins crédibles. » Les paysans ne sont pas des imbéciles et ils voient bien que tout se passe très bien depuis le 10 mai, remarque un jeune agriculteur du Lévezou. » Autre difficulté pour Godefrin : il avait le bras long, il pouvait tout résoudre grâce à son ami Chirac et à ses relations au gouvernement, mais voilà, maintenant... il ne connaît plus personne. C'est un point qu'on ne négligera sûrement pas, dans les campagnes aveyronnaises.

Et puis un président de la République qui tient ses promesses, ça on n'en est pas encore revenu. ●

NORMANDIE

"DésOrnaniser" le Calvados

PAR NICOLE CHAILLOT

« LE 10 mai dernier nous avons « dégiscardisé » la France, maintenant il nous reste à « désornaniser » la troisième circonscription du Calvados. » C'est par cette formule lapidaire que Jean Besse, 37 ans, candidat socialiste, dépeint la tâche qu'il a entreprise afin de détrôner un des barons — un comte en l'occurrence — de feu le libéralisme avancé.

S'étendant de la baie de la Seine, avec Honfleur, à la banlieue de Caen et au nord de Lisieux en passant par Pont-l'Evêque, cette circonscription qui fleure bon le cidre et les grands fromages normands n'est plus ce qu'elle était. Michel d'Ornano a beau se démener dans son ancien fief, il n'est plus celui qui peut distribuer faveurs et subventions, celui qui imposait aux maires de le soutenir publiquement, celui qui avait mis l'administration départementale à son service.

Pourtant quelle position semblait plus inattaquable que celle de l'ami de Giscard d'Estaing ? Elu du canton de Trouville, député, maire de Deauville, il s'offre le luxe de démissionner pour aller ferrailler avec Jacques Chirac dans l'espoir d'emporter la mairie de Paris en 1977. Las, battu à plate couture — et par la gauche dans le XVIIIe — il regagne ses pénates normandes pour enlever au nez et à la barbe de ses « amis » R.p.r., la présidence du conseil général en 1979. Ceux-ci, qui n'ont pas oublié ces péripéties semble-t-il, le soutiennent désormais très mollement.

L'ancien ministre à l'Environnement (voir ce qu'il a fait du front de mer de sa ville !) qui passait son temps à inaugurer et à décorer s'est mis promptement à écumer son territoire dès le lundi 11 mai : les choses ne se présentaient pas aussi bien qu'il l'aurait souhaité. D'autant plus que pour la

Les 139 tests de "l'Unité"

PAR GUY PERRIMOND

POURCENTAGES, rapport de force, nombre de sièges. Dimanche soir, dès 20 heures, il faudra, entre ces diverses informations, tenter de comprendre ce que peut réserver le deuxième tour de scrutin. Car les découpages par circonscriptions ne facilitent pas les choses : lors du premier tour des législatives de 1978, le total des voix de gauche était supérieur à celui des voix de droite (49,6 % contre 48,3 %). Cela n'a pas suffi. Au soir du second tour, il manquait 44 députés pour que la gauche soit majoritaire au Parlement.

Le 14 juin, suffisamment de choses auront changé pour que la loi électorale ne présente plus le même handicap. Le rapport gauche-droite donnera une première indication. Les sondages laissent penser que l'écart mesuré lors du deuxième tour de l'élection présidentielle sera maintenu. Mais d'autres indications seront précieuses. Tout d'abord les rapports de force dans chaque circonscription. Car le « poids » relatif des candidats n'est pas le même : un sortant, de surcroît maire d'une agglomération importante, bénéficie d'une « rente de situation » non négligeable. Par les services rendus, la présence. Ou plus simplement parce qu'on le connaît. Pour le P.s., le rapport de force gauche-droite se double de celui mesuré entre le P.s. et le P.c. En 1973 le P.s. était, pour le deuxième tour, en tête de la gauche dans 123 circonscriptions.

Le P.c. l'était dans 99. En 1978 le P.s. et le M.r.g. étaient présents, représentant toute la gauche, dans 271 circonscriptions. Le P.c. dans 146. Entre ces deux scrutins, la « nationalisation » du P.s. et sa croissance avaient permis que la gauche soit présente dans presque toutes les circonscriptions. Déjà le rééquilibrage avait modifié la carte électorale. Si en 1973 le P.s. portait les espoirs de la gauche dans 54 % des cas, en 1978, c'est dans 65 % des circonscriptions qu'il était présent (avec le M.r.g.) au deuxième tour.

Pour vous aider, dès le soir du premier tour à comprendre les mutations en cours, nous avons dressé une liste de circonscriptions où il va « se passer quelque chose ». Dans cette liste ne figurent aucun des députés socialistes ou M.r.g. sortants : pour des raisons d'évidence.

La sélection faite comprend des circonscriptions où en 1978 le candidat socialiste « pesait » moins de 15 %, par exemple, dans les Alpes-Maritimes, le Finistère. D'autres où le total gauche était, cette année-là, inférieur à 45 % comme à Pont-l'Evêque dans le Calvados, aux Andelys dans l'Eure, à Bordeaux, à Montargis dans le Loiret, à Reims dans la Marne ; parfois moins de 40 % comme à Mulhouse dans le Haut-Rhin. Puis des circonscriptions proches ou dépassant les 50 % où le principal intérêt réside dans les rapports de force entre le P.s. et le P.c. On trouve là des circonscriptions où le député sortant est communiste.

Au total 139 circonscriptions choisies ne représentent pas celles où des socialistes seront élus. Elles indiquent seulement les gains importants, les percées — là où les pourcentages locaux rejoignent les pourcentages nationaux — et les rééquilibrabes internes à la gauche. Nous avons symbolisé les « percées » par une rose, les rééqulibrages par deux roses, les gains importants par trois roses.

Ce sont les rapports entre ces trois critères qui vous permettront de mieux mesurer les gains, la tendance qui pour le deuxième tour permettra — ou non — à la gauche d'être majoritaire, grâce au P.s. à l'Assemblée nationale.

Nous avons multiplié les circonscriptions pour vous permettre, dès l'annonce des pourcentages — en prenant l'exemple de circonscriptions concrètes connues — d'analyser vous-même les résultats du premier tour. La présence dans notre sélection de « têtes d'affiches » de l'ancienne majorité comme Michel d'Ornano, Robert Galley, Jean-François Deniau, Jean-Philippe Lecat, Yves Guéna, Marcel Dassault, Roger Chinaud, est un autre indicateur. Mais la « permanence » de certains élus de droite ne doit pas faire illusion : certains, comme Bernard Pons, ont su changer de circonscription !

Notre choix a tenu compte des évolutions locales intervenues depuis 1973 — élections diverses, candidats, etc. —, des personnalités en présence. Mais aussi des luttes intervenues, des évolutions sociologiques recensées. Nous espérons avoir réalisé un instrument de travail utile. Mais aussi un catalogue « de l'espoir ».

	DEPARTEMENTS	CIR	VILLE (député sortant)	CANDIDAT	LEGISLATIVES 1978 PREMIER TOUR 1973	PREMIER TOUR	DEUXIEME TOUR	MITTERRAND 10 MAI 1981	LEGISLATIVES 1981 PREMIER TOUR	DEUXIEME TOUR
	Aisne	5e	Soissons U.d.f. Rossi	Bernard Lefranc	14	23,3	48,7 (P.c.)	55,7		
	Allier	1ère	Moulins R.p.r. H. Rolland	J.P. Desgranges	23	24,4	48,3 (P.c.)	56,2		
	Hautes-Alpes	1ère	Gap U.d.f. B. Reymond	Daniel Chevalier	25,5	24,8	47 (M.r.g.)	53,3		
	Alpes-Maritimes	1ère	Nice U.d.f. Ehrmann	Max Gallo	8,5	14,6	46,4 (P.c.)	50,1		
		3e	Puget-Thénier U.d.f. F. Icard	Jean Colona	—	14,4	43 (P.c.)	49		
	Ardèche	1ère	Privas U.d.f. P. Cornet	Robert Chapuis	19,8	20,4	48,6 (P.c.)	54,2		
		3e	Largentières R.p.r. A. Lioger	J.M. Alaize	16,2	19,2	45,3 (P.c.)	50,4		
	Ardennes	1ère	Mézières P.c. Alain Léger	Roger Mas	19,5	25,1	50,9 (P.c.)	54,9		
		3e	Sedan R.p.r. Sourdille	Gilles Charpentier	23,9	26,9	49,4 (P.s.)	53,3		
	Aube	2e	Troyes R.p.r. Robert Galley	Jean Wein Ling	29,3	25,9	—	50,4		
		3e	Romilly Maj. Paul Granet	Michel Cartelet	22	19,4	46,7 (P.c.)	51,5		
	Calvados	2e	Lisieux R.p.r. B. Bisson	Henri Delisle	27	28,3	48 (P.s.)	52,4		
		3e	Pont-l'Evêque U.d.f. M. d'Ornano	Jean Besse	12,9	20,5	44,4 (P.s.)	48,7		
	Charente	2e	Cognac R.p.r. F. Hardy	Bernard Villette	13,6	17,1	46,3 (P.c.)	53,7		
	Charente-Maritime	2e	Rochefort Maj. J.G. Branger	Michel Fort	16,1	23,3	46,3 (P.s.)	52,5		
	Cher	1ère	Bourges U.d.f. J.-F. Deniau	Bernard Gourdon	12	16,3	48,1 (P.c.)	52,1		
		3e	Saint-Amand R.p.r. M. Papon	Berthe Fievet	9,5	14,5	48,5 (P.c.)	53,1		
	Corrèze	2e	Brive P.c. J. Chaminade	J.C. Cassaing	20,2	21,4	50,7 (P.c.)	60,2		
	Côte-d'Or	1ère	Dijon R.p.r. R. Poujade	Roland Canaz	23,3	27,4	46,7 (P.c.)	53,4		
		2e	Dijon R.p.r. H. Berger	Hervé Vouillot	24,4	31,4	47,3 (P.s.)	52,9		
		3e	Beaune Maj. J.-P. Lecat	Pierre Charles (M.r.g.)	27,3	32,6	46,9 (M.r.g.)	51		
		4e	Montbard U.d.f. G. Mahieu	Michel Meugniot	13,2	16,4	43,6 (P.c.)	55,5		
	Côtes-du-Nord	1ère	Saint-Brieuc U.d.f. S. Couepel	Yves Dollo	5,2	23,6	47,7 (P.c.)	55,5		
		2e	Dinan U.d.f. R. Benoît	Charles Josselin	29,3	38,1	49,4 (P.s.)	52,7		
		3e	Loudeac Maj. M.-M. Dienesch	Didier Chouat	9,9	22,5	48 (P.s.)	52,7		
		4e	Guingamp P.c. François Leizour	Maurice Briand	7,4	22,2	51 (P.c.)	60,8		
	Creuse	1ère	Guéret R.p.r. J.C. Pasty	André Lejeune	26,5	26,2	49,6 (P.s.)	54,9		
	Dordogne	1ère	Périgueux R.p.r. Yves Guéna	Roland Dumas	22,5	22,3	49,6 (P.c.)	59,6		
		4e	Sarlat P.c. Lucien Dutard	René Magnanou	24,3	23,8	52,7 (P.c.)	59,6		
	Doubs	1ère	Besançon R.p.r. R. Tourrain	Joseph Pinard	25,1	30,5	49,3 (P.s.)	51,9		
	Eure	1ère	Evreux U.d.f. P. Monfrais	Luc Turgeau	18,7	21	44,8 (P.c.)	44,8		
		3e	Louviers U.d.f. R. Montagne	François Loncle (M.r.g.)	17,5	24,5	49,9 (M.r.g.)	53,9		
		4e	Les Andelys R.p.r. J. Tailleur (1)	F. Deschaux Baume	12,7	17,5	44,8 (P.c.)	50,5		
	Eure-et-Loir	2e	Dreux R.p.r. M. Tangourdeau	Françoise Gaspard	26,2	29	48,8 (P.s.)	49,7		
	Finistère	2e	Brest U.d.f. E. Berest	Jo Gourmelon	18,7	29,8	49,6 (P.s.)	51,1		
		6e	Chateaulin R.p.r. J. Creen	Jean Beaufort	20,2	15,6	42,8 (P.c.)	51,3		
		7e	Douarnenez R.p.r. G. Guerneur	Jean Peuziat	30,7	14,5	40,3 (P.c.)	49,3		
	Gard	1ère	Nîmes P.c. Emile Jourdan	Jean Matouk	21,9	17,4	50,6 (P.c.)	54,6		

(1) partielle janvier 1981

Les 139 tests de "l'Unité"

	DEPARTEMENTS	CIR.	VILLE (député sortant)	CANDIDAT	PREMIER TOUR 1973	LEGISLATIVES 1978 PREMIER TOUR	LEGISLATIVES 1978 DEUXIEME TOUR	MITTERRAND 10 MAI 1981	LEGISLATIVES 1981 PREMIER TOUR	LEGISLATIVES 1981 DEUXIEME TOUR
	Gironde	1ère	Bordeaux R.p.r. J. Valleix	Jacques Dangoumau	24	27,9	44 (P.s.)	49,3		
		9e	Libourne R.p.r. César (2)	Gilbert Mitterrand	25,1	33,1	49,2 (P.s.)	55,1		
	Hérault	1ère	Montpellier U.d.f. F. Delmas	Georges Frèche	23,4	27,2	49,6 (P.s.)	52,3		
	Ille-et-Vilaine	1ère	Rennes R.p.r. J. Cressard	Edmond Hervé	18,1	32,6	45,7 (P.s.)	51,5		
		2e	Rennes R.p.r. F. Le Douarec	J.M. Boucheron	22,3	28,7	46,9 (P.s.)	53		
	Indre	1ère	Châteauroux R.p.r. M. Aurillac	Michel Sapin	15,1	16,3	48,8 (P.c.)	54,2		
		2e	Issoudun U.d.f. M. Tissandier	André Laignel	19,1	24,2	47,7 (P.c.)			
		3e	Le Blanc R.p.r. Thibault	Andrée Renault	15,5	25,3	48,7 (P.s.)	51,8		
	Indre-et-Loire	1ère	Tours Maj. J. Royer	Paul Lussault	17,8	22,5	46 (P.s.)	54,1		
		2e	Saint-Cyr-sur-Loire U.d.f. J. Delaneau	J.M. Testu	28,3	32	48,2 (P.s.)	50,9		
		3e	Loches R.p.r. J. Castagnou	Christiane Mora	—	20,3	49,9 (P.s.)	53,1		
		4e	Chinon R.p.r. A.G. Voisin	Jean Proveux	23,4	26	46,3 (P.s.)	52,5		
	Isère	1ère	Grenoble U.d.f. G. Cabanel	Odile Sicard	18,3	23	49,7 (P.s.)	53,1		
		7e	La Tour du Pin U.d.f. Cottin-Bezin	Georges Bally	20,6	22,9	48,2 (P.s.)	53,5		
	Jura	1ère	Lons-le-Saunier U.d.f. R. Feit	Alain Brune	17,7	23,9	46,7 (P.s.)	50,4		
		2e	Dôle U.d.f. G. Barlier	J.-P. Santa Cruz	18,6	25,3	49,1 (P.s.)	54,4		
	Loir-et-Cher	1ère	Blois U.d.f. P. Sudreau	François Mortelette	15,3	23,7	—	52,2		
		2e	Romorantin R.p.r. R. Corrèze	Jeanny Lorgeoux	23,1	27,9	—	51,1		
		3e	Vendôme U.d.f. J. Desanlis	Robert Girond	28,7	26,5	45,9 (P.s.)	47,7		
	Loire	2e	Saint-Etienne R.p.r. L. Neuwirth	Bruno Vennin	17,5	22,5	46,1 (P.c.)	52,3		
		3e	Saint-Chamond U.d.f. A. Chazalon	Jacques Badet	18,5	24	49,5 (P.s.)	52,2		
	Loire-Atlantique	1ère	Nantes R.p.r. Pervenche	Jean Nattiez	23,1	23,8	47,1 (P.s.)	51,5		
	Loiret	2e	Orléans R.p.r. R. Sollé	J.C. Portheault	19,6	19,5	46,3 (P.c.)	50		
		4e	Montargis R.p.r. X. Deniau	Claude Dupont	15,1	17,2	40,6 (P.c.)	48,3		
	Marne	1ère	Reims U.d.f. J.-L. Schneiter	Francis Letzgers	18,8	20,9	45,9 (P.c.)	51,2		
		2e	Reims R.p.r. J. Folola	Georges Colins	18,4	18,3	43,9 (P.c.)	50		
		3e	Chalons R.p.r. J. Bernard	Annette Chepy	18	18,5	45,3 (P.c.)	49,3		
	Haute-Marne	1ère	Chaumont U.d.f. C. Fevre	Jean Carrier	16,1	20,9	45,8 (P.s.)	50,9		
		2e	Saint-Dizier R.p.r. J. Delong	Guy Chanfrault	13,8	20,4	47 (P.c.)	53,2		
	Meurthe-et-Moselle	2e	Nancy U.d.f. C. Coulais	Jo Durupt	22,4	26,8	49,3 (P.s.)	52,7		
		5e	Toul U.d.f. M. Bigeard	J.-P. Chagnollaud	17,3	25,2	45,8 (P.s.)	47,9		
	Meuse	1ère	Bar-le-Duc U.d.f. J. Longuet	Jean Bernard	27,5	31,2	47,5 (P.s.)	49,4		
	Nord	16e	Cambrai R.p.r. J. Legendre	Jean Le Garrec	28,9	22,8	49,9 (P.c.)	57,3		
	Oise	1ère	Beauvais R.p.r. M. Dassault	Walter Amsallem	22,3	22,2	—	52,6		
		4e	Senlis R.p.r. A. Dehaine	Jean Anciant	23,1	24,7	49,7 (P.c.)	54,7		
		5e	Beauvais R.p.r. J.-F. Mancel	Guy Vadepied	19,2	16,5	47,8 (P.c.)	53,3		
	Puy-de-Dôme	4e	Thiers U.d.f. Barnières	Maurice Adevah-Pœuf	34,8	28,9	49,1 (P.s.)	50,6		
	Pyrénées-Atlantiques	2e	Oloron R.p.r. Cazalet	Henri Prat	16,8	27,5	49,3 (P.s.)	54,5		
		4e	Bayonne R.p.r. B. Marie	J.-P. Destrade	19,4	25,5	—	48		
	Pyrénées-Orientales	1ère	Perpignan Maj. Alduy	Renée Soum	35,5	22,4	48,9 (P.c.)	55,1		
	Bas-Rhin	2e	Strasbourg R.p.r. A. Bord	Jean Oehler	16,2	22,9	41,7 (P.s.)	43,8		
	Haut-Rhin	4e	Mulhouse U.d.f. E. Muller	Jean-Marie Bockel	9,7	21,2	38,8 (P.s.)	44,1		
	Rhône	1ère	Lyon R.p.r. R. Caille	Marie-Thérèse Patrat	16	21,7	48,3 (P.c.)	53,8		
		2e	Lyon U.d.f. M. Fenech	Gérard Colomb	25	23,5	47,1 (P.s.)	51,3		
		12e	Oullins R.p.r. X. Hamelin	Roland Bernard	25	24,5	47,8 (P.s.)	51,1		
	Haute-Saône	1ère	Vesoul U.d.f. P. Chantelot	Claude Charpentier	23,7	28,9	47,6 (P.s.)	50		
		2e	Lure U.d.f. J.-J. Bencler	J.-P. Michel	—	18,8	48,3 (P.s.)	55,3		
	Saône-et-Loire	1ère	Macon U.d.f. P. Malaud	J.P. Worms	23,5	26,5	47,4 (P.s.)	49,7		
		4e	Châlon R.p.r. A. Jarrot	André Lotte	23,4	24,6	49,9 (P.s.)	55,6		

(2) suppléant de Boulin

	DEPARTEMENT	CIR.	VILLE (député sortant)	CANDIDAT	PREMIER TOUR 1973	LEGISLATIVES 1978 PREMIER TOUR	LEGISLATIVES 1978 DEUXIEME TOUR	MITTERRAND 10 MAI 1981	LEGISLATIVES 1981 PREMIER TOUR	LEGISLATIVES 1981 DEUXIEME TOUR
	Sarthe	3e	La Flèche U.d.f. B. de Maigret	Guy Chauveau	30	24,8	48,8 (P.s.)	49,9		
		4e	Le Mans R.p.r. Le Theule	Jacques Jusforgues	14,6	18,5	—	51,4		
	Seine-Maritime	1ère	Rouen U.d.f. H. Colombier	Michel Beregovoy	10,9	22	47 (P.s.)	49,4		
		5e	Fécamp U.d.f. C. Revet	Paul Dhaille	12,7	21,9	48,8 (P.s.)	52,6		
	Somme	2e	Montdidier R.p.r. J.-L. Massoule	Fleury	19,4	26	49,8 (P.s.)	53,7		
		5e	Péronne Maj. A. Audinot	Jacques Becq	16	17	46,2 (P.c.)	54,1		
	Tarn	2e	Castres R.p.r. J. Limouzy	J.-P. Gabarou	30,2	25,2	47 (P.s.)	51,5		
	Tarn-et-Garonne	1e	Montauban R.p.r. J. Bonhomme	Hubert Gouze	36,2	30,4	47,4 (P.s.)	53,9		
	Var	4e	Toulon-La-Seyne U.d.f. A. Precht	Christian Goux	17,8	19,3	46,6 (P.c.)	50,3		
	Vaucluse	2e	Carpentras U.d.f. M. Charretier	André Borel	24,2	20,3	48,5 (P.c.)	52,9		
	Vienne	2e	Chatellerault U.d.f. J.-P. Abelin	Edith Cresson	22,5	25,9	47,9 (P.s.)	53,9		
		3e	Montmorillon R.p.r. A. Lepercq	Raoul Cartraud	32,5	26,2	48,5 (P.s.)	50,7		
	Vosges	1ère	Epinal R.p.r. L. Seguin	Pierre Blanck	29,1	29,2	47,9 (P.s.)	50,1		
	Yonne	1ère	Auxerre U.d.f. J.-P. Soisson	Michel Bonhenry	19,9	22,9	43,8 (P.s.)	50,6		
		2e	Avallon U.d.f. M. Delprat	Léo Grezard	20,4	22,1	48,2 (P.s.)	51		
		3e	Sens R.p.r. J. Piot	Roger Lassale	13,8	18,2	44,9 (P.c.)	49		
	Paris	2e	(II et IIIe arrondt) U.d.f. J. Dominati	Pierre Dabezies	17	15,3	41,6 (P.c.)	52,7		
		8e	(Xe arrondt) R.p.r. G.C. Marcus	André Mandel	18,2	20,4	43 (P.s.)	52,2		
		9e	(XIe arrondt) R.p.r. A. Devaquet	Georges Sarre	16,6	24,4	48 (P.s.)	54,1		
		10e	(XIe arrondt) R.p.r. C. Martin	Ghislaine Toutain	15,8	21,1	46,8 (P.c.)	54,8		
		12e	(XIIe arrondt) Maj. De Bénouville	Stellio Farandjis	17,3	21,8	45,9 (P.s.)	52		
		13e	(XIIIe arrondt) P.c. G. Moreau	Nicole Questiaux	17,5	21,9	53,3 (P.c.)	60,1		
		24e	(XVIIe arrondt) R.p.r. H. Missoffe	Colette Kahn	14,9	19,8	44,6 (P.s.)	49,9		
		25e	(XVIIIe arrondt) U.d.f. R. Chinaud	Claude Estier	20,5	22,3	45,5 (P.s.)	50,4		
		26e	(XVIIIe arrondt) R.p.r. J. Le Tac	Bertrand Delanoë	19,9	21	44,4 (P.s.)	51,8		
		27e	(18e arrondt) U.d.f. J.-P. Pierre-Bloch	Lionel Jospin	15,4	19,3	48,9 (P.c.)	56,2		
		28e	(XIXe arrondt) C.n.i.p. J. Féron	Manuel Escudia	14,2	18,6	48,7 (P.c.)	57,9		
		29e	(XIXe arrondt) P.c. Paul Laurent	Alain Billon	16,3	20,6	50,9 (P.c.)	58,3		
		30e	(XXe arrondt) U.d.f. D. Bariani	Michel Charzat	18,4	22,9	48,9 (P.c.)	57,3		
		31e	(XXe arrondt) P.c. L. Villa	Jean-Paul Planchou	16,4	21,7	50,2 (P.c.)	56,6		
	Seine-et-Marne	2e	Chelles P.c. G. Bordu	Jean-Pierre Fourre	17,3	18,6	52,5 (P.c.)	57,9		
		3e	Meaux U.d.f. R. Heraud	Robert Le Foll	19,7	27,5	48,2 (P.s.)	49,9		
		4e	Provins R.p.r. A. Peyrefitte	Marc Fromion	11,2	17	—	50,5		
	Yvelines	1ère	Houilles U.d.f. P. Bourson	Jean Le Gars	10,5	19,2	45,1 (P.c.)	51		
		7e	Mantes R.p.r. P. Ribes	Bernard Schreiner	13,7	20	49,1 (P.s.)	54,5		
		8e	Rambouillet U.d.f. N. About	Guy Malandin	9,7	25,3	49,8 (M.r.g.)	51,5		
	Essonne	1ère	Corbeil P.c. R. Cambrisson	Michel Berson	9,7	18,9	52,5 (P.c.)	56,7		
		2e	Arpajon R.p.r. B. Pons	Jacques Guyard	14,1	21,1	48 (P.c.)	54,9		
		3e	Longjumeau P.c. P. Juquin	Claude Germon	14,6	22,5	53,2 (P.c.)	58,4		
		4e	Palaiseau P.c. R. Vizet	Yves Tavernier	14,9	23,4	50,7 (P.c.)	56		
	Hauts-de-Seine	2e	Asnières R.p.r. G. Tranchant	Camille Sandrin	13,1	20,8	45,1 (P.s.)	49		
		3e	Colombes P.c. D. Frelaut	Anne Trégouët	11,2	14,7	50,2 (P.c.)	53,9		
		4e	Clichy P.c. P. Jans	Henri Legall	15,4	17,7	50,4 (P.c.)	54,2		
		12e	Clamart U.d.f. J. Fontenau	G. Le Baill	15,7	20,9	48,1 (P.c.)	54,4		
		13e	Antony U.d.f. H. Ginoux	Philippe Bassinet	14	17,3	49,1 (P.c.)	56,3		
	Seine-Saint-Denis	5e	Bondy P.c. R. Gouhier	Véronique Neiertz	19,4	23,7	56 (P.c.)	60,5		
		6e	Pantin P.c. J. Chonavel	Claude Bartolone	17,1	20,9	56,3 (P.c.)	62,3		
		9e	Gagny P.c. M.-T. Goutmann	Jacques Maheas	22,2	—	—	57,2		
	Val-de-Marne	5e	Créteil U.d.f. J.-L. Beaumont	Laurent Cathala	13,4	21,2	46,9 (P.s.)	50,5		
		6e	Nogent R.p.r. R. Nungesser	Pierre Jacquemin	15,3	16,6	45,2 (P.c.)	52		
	Val-d'Oise	2e	Taverny R.p.r. J.-P. Delalande	Jean-Pierre Lecoadec	15,3	18,9	48,5 (P.c.)	54,2		
		4e	Montmorency U.d.f. A. Petit	Marie-France Lecuir	16,8	17,7	45,4 (P.s.)	50,1		

Collection Jean Jaurès

Les recettes du gouvernement Mauroy

Faire "payer les riches" – très hauts revenus, pétroliers, banques – et s'appuyer sur un "contrat social"

PAR GUY PERRIMOND

LES conjoncturistes hésitent. Habitués à des modèles mathématiques conçus pour une autre logique économique, les responsables des divers instituts de conjoncture ne parlent plus de « prévision ». Mais d'estimation. La nuance est de taille. A un détail près, que de nombreux fonctionnaires n'hésitent pas à rappeler : « Leurs prévisions furent suffisamment erronées pour qu'enfin leurs estimations soient justes. »

Ces affrontements feutrés de spécialistes ont un mérite : ils prouvent que la logique mise en place par le gouvernement Mauroy bouscule les habitudes, infléchit les raisonnements.

Et la France en avait bien besoin. Car la situation dont a hérité la gauche est inquiétante. Si sur le marché mondial les matières premières ont tendance à baisser, le loyer de l'argent aux Etats-Unis est tel que l'ensemble des économies européenne et japonaise risque fort de vaciller. « Démentiel » affirmait un cambiste en parlant du dollar. D'autant plus démentiel que la France a dû, pour « tenir » face à cette envolée, prendre à son tour des mesures du même ordre. Or, si aux Etats-Unis les firmes, disposant de fonds propres plus importants, peuvent éviter de recourir au crédit trop cher ou n'hésitent pas à augmenter leurs coûts de production, il est évident qu'en France, à partir du mois d'août, le problème deviendra « brûlant ». Certes, on peut concevoir, afin que l'investissement remonte, des aides à taux bonifié. Mais le coup-à-coup est un art difficile. Et compte tenu du loyer de l'argent qui peut garantir que les patrons « aidés » ne préféreront pas, pour un mois, pour trois mois, placer l'argent ainsi obtenu — ou son équivalent par un jeu d'écriture — dans les circuits financiers ? On mesure là l'aberration d'un système ou la production n'est plus capable de fournir des profits supérieurs ou équivalents à ceux des circuits financiers.



Les mille milliards de dollars de capitaux flottants sont le résultat d'une telle « logique ». Pour ceux qui les possèdent, il est plus rentable de ne pas investir, de refuser l'aventure industrielle ou commerciale. Etrange monde où la valeur créée par le travail en vient à être méprisée...

Si l'évolution du dollar n'est pas une surprise, l'état des finances de notre pays en fût une. Raymond Barre qui, ces derniers temps, a appris à se taire avait annoncé pour l'année 1981 un déficit inférieur à trente milliards de francs. En prenant leurs fonctions, Jacques Delors et Laurent Fabius ont découvert un « trou » de cinquante milliards ! C'est dire si la marge du gouvernement est réduite. Nombre de hauts fonctionnaires, affirmant que « l'on peut aller jusqu'à un déficit équivalent à 2 % du produit intérieur brut », soit soixante milliards de francs, limitent ainsi aux alentours de 5 milliards les possibilités supplémentaires du gouvernement vis-à-vis de l'investissement.

Le collectif budgétaire — la rallonge — présenté mercredi donnera sur ce point des précisions intéressantes. Car la stratégie du gouvernement tient compte à la fois du « nécessaire », mais aussi de la réalité. Après les mesures de solidarité — qui ont elles aussi un impact économique estimé entre 0,5 et un point de production — vont être mises en place des mesures sur l'emploi, celui des jeunes en particulier. Cinquante-cinq mille postes dans les services publics, les collectivités locales et les associations. Ce n'est pas rien. Viendront ensuite les actions sur l'appareil de production. Mais compte tenu de l'état des finances publiques fallait-il, pour ne pas être contraint à l'immobilisme dégager des recettes. Le collectif est fait pour cela : les taxes et impôts exceptionnels proposés y pourvoieront. Les 6,5 milliards serviront à freiner le chômage, à réduire l'ombre portée de la gestion de la droite.

Car avant que le Parlement ne puisse effectuer son travail législatif — sur la durée du travail, les nationalisations, etc.— il aura fallu agir. Première règle : ne pas épuiser les ressources disponibles dans les transferts sociaux en « oubliant » les investissements. Deuxième règle : ne pas se limiter à tenter de sauver les « canards boiteux », mais tenir compte des secteurs— industries de pointe, bâtiments et travaux publics, économies d'énergie — qui peuvent à la fois entraîner une relance rapide, économe d'importations et capable de tenir la route, c'est-à-dire se comporter en secteur d'avenir.

Ce début d'une nouvelle politique industrielle ne pourra pas se limiter à quelques entreprises symboles. Et, affirment les spécialistes, elle montrera que « tant que la collectivité n'a pas la maîtrise du crédit on en est réduit à faire de « l'aide » à la place de l'incitation. » C'est dans ce cadre, semble-t-il, que seront débloqués les 6,5 milliards du fonds d'action conjoncturelle, dont une partie ira aux logements sociaux — on parle de cinquante mille logements supplémentaires— et en particulier aux maisons individuelles. Pour une raison évidente qui dépasse de loin le simple « goût » des Français. Les constructions individuelles ne sont pas, par définition, concentrées sur quelques opérations de prestige qui nécessitent entre autres inconvénients une longue mise en place et surtout n'irriguent pas le tissu industriel.

C'est à propos de l'investissement que l'on retrouve les taux de crédit et les commentaires hésitants. Certes Washington peut être sensible à une démarche européenne. Certains économistes l'espèrent. D'autres, plus pessimistes ou plus lucides, tout en cherchant une solution « à la française » se déclarent persuadés que Ronald Reagan maintiendra des taux d'intérêts élevés, même si de nombreux cambistes affirment que le dollar resterait au niveau actuel si une décrue des taux intervenait. Mais une « solution à la française » passe, au-delà des techniques employées, par un accord profond avec la R.f.a. « Car, expliquent ces mêmes économistes, il sera compliqué de garder des taux d'intérêts élevés, d'investir et d'éviter que l'inflation ne rebondisse. » D'autres encore, un peu moins pessimistes ou plus réalistes, affirment que du côté des prix industriels, il n'y a rien à craindre, mais par contre que du côté des services ou du commerce de détail des tensions sont prévisibles. « Pas étonnant, ajoutent-ils, lorsqu'à mi-parcours on en est à un bon 14 % annuel. »

Toutes ces réactions, souvent contradictoires ont un mérite évident : prendre au sérieux les promesses faites par les socialistes, tenter de décrypter une logique nouvelle tout en tenant compte de l'environnement international tel qu'il est. On est loin, face à ces questions, des affirmations du C.n.p.f. qui, voulant chiffrer la hausse du Smic, en est arrivé au chiffre de soixante milliards ! On avait visiblement oublié, du côté du patronat, que le gouvernement ne souhaitait pas —bien au contraire — voir les salaires des P.-d.g. croître, eux aussi, de 10 % !

On le voit, qu'il s'agisse des mesures de solidarité, de celles portant sur l'emploi et sur les entreprises, le gouvernement Mauroy tient compte de la durée et échelonne avec sérieux les mesures. Appuyé sur ce point par les syndicats avec qui une sorte de « contrat social » est en train de s'établir, allant d'étape en étape et annonçant chaque fois laquelle viendra ensuite, le premier gouvernement de gauche, sans taire les difficultés, sans les utiliser non plus comme excuse, ne sacrifiant ni l'avenir ni l'essentiel à l'immédiat et à l'éphémère, prouve aux Français que l'on peut conduire et non subir la politique économique. ●

l'Autogestion, un système économique ?

Préfacé par
Jan Tinbergen Prix Nobel d'Économie,
ce livre est la première synthèse économique complète sur l'Autogestion.

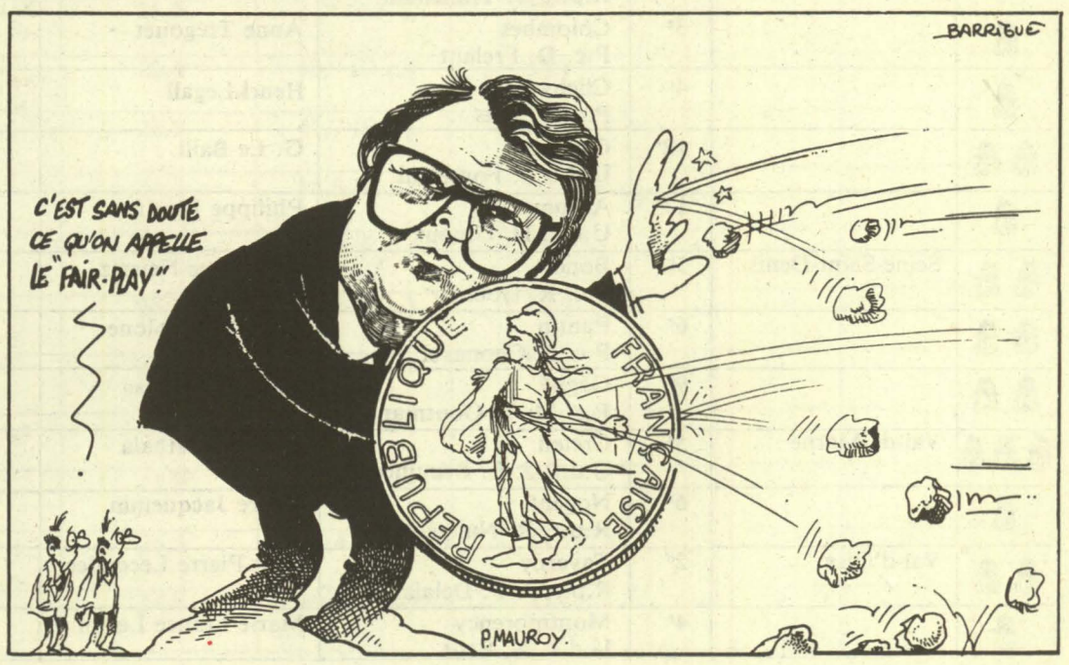
quinze économistes réunis par: A. DUMAS



J.-L. DALLEMAGNE
N. DAURES
B. HORVAT
D. JONES
S. KOLM
S. KOULYTCHISKY
P. KNIGHT
H. LEPAGE
M. MENCONI
Ch. MONTET
P. ROSANVALLON
R. SUPEK
H. TEZENAS DU MONCEL
J. VANECK

dunod

350 pages



Lutter contre le chômage et défendre les P.m.i.

Défendre les P.m.i. n'est pas une réaction archaïque, c'est considérer que toute destruction du tissu économique conduit à l'augmentation de la précarité de l'emploi, donc au chômage

PAR BERNARD MOREL ET PHILIPPE SENMARCO

LE problème majeur des sociétés occidentales, et singulièrement de la France, est le développement de la précarité de l'emploi, dont le chômage est l'élément le plus visible et le plus dramatique. Or précarité de l'emploi ou chômage ne sont pas une fatalité, mais le résultat des stratégies industrielles suivi ces dernières années. S'attaquer au chômage, ce n'est donc pas seulement définir une politique sociale. C'est surtout mettre en place une politique industrielle.

La précarité de l'emploi c'est d'abord le chômage. Encore faut-il bien analyser le phénomène. Dire qu'il existe 1,8 million de chômeurs est insuffisant. Le chômage n'est pas un stock, c'est un flux. 1,8 million de chômeurs, cela signifie que 3,5 millions de personnes passent chaque année par l'Agence nationale pour l'emploi. Comme la population active est de 21 millions de personnes, on peut donc dire qu'un travailleur sur six connaît le chômage de manière directe.

Il est également significatif de constater que si 3 % des effectifs des entreprises françaises sont sous contrat à durée déterminée ou en intérim, le tiers des inscrits à l'A.n.p.e. l'est après un contrat à durée déterminée ou en fin d'intérim. Cela veut dire qu'un effectif faible, mais rapidement croissant alimente, fortement le chômage et qu'il se crée un double marché du travail.

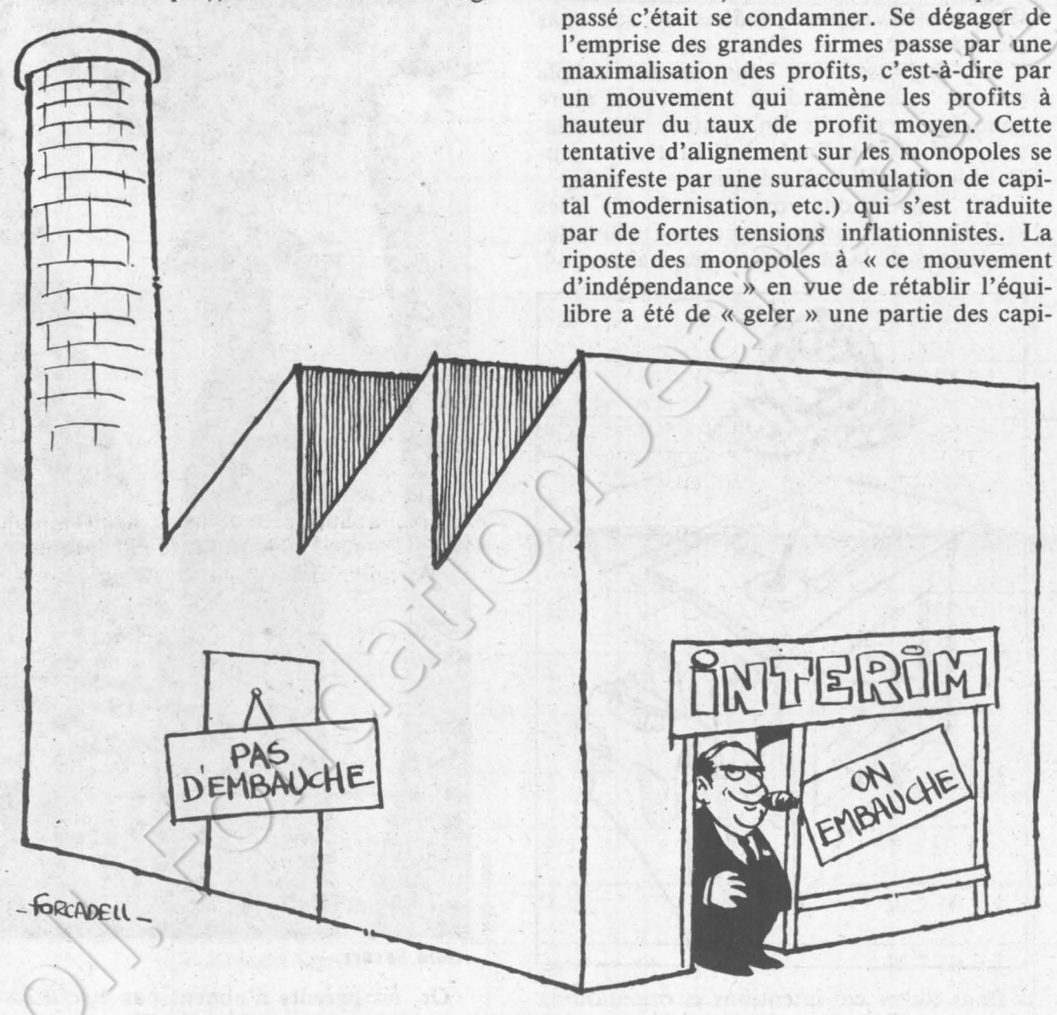
Par ailleurs le chômage accélère la mobilité professionnelle qui est elle-même source de précarité. En 1995, un Français sur deux aura changé de métier par rapport à celui qu'il exerce aujourd'hui ou qu'il a appris. Cette mobilité est particulièrement sensible en ce qui concerne le travail des femmes. On constate en effet chez les femmes un fort mouvement de reprise d'activités après la première éducation des enfants. Mais cette reprise d'activités s'opère dans des conditions telles que le choix du métier est secondaire et correspond rarement à la formation reçue initialement.

Tout ce mouvement de précarisation de l'emploi que met en relief le chômage est fondamentalement lié à un processus de déqualification. Un exemple : dans l'industrie automobile, le rapport ouvriers déqualifiés/main-d'œuvre ouvrière (O.s./O.s. + O.p.) était dans les années 1950 de l'ordre de 50 %. Il est aujourd'hui de l'ordre de 90 %. Le travail à la chaîne constitue « l'innovation technologique » la plus importante du capitalisme contemporain. L'expropriation des savoir-faire ouvriers et leur appropriation par les organismes de direction ou de gestion sont la marque d'une évolution qui conduit à faire de l'ouvrier ce que Taylor appelait « un gorille intelligent ». Ce n'est donc plus un métier, un savoir que l'entrepreneur achète sur le marché, c'est simplement du temps de travail. Songe-t-on seulement quand on parle de robotisation des chaînes que l'on définit le travail à la chaîne comme un travail de robot. Qu'on ne s'étonne pas alors d'une certaine remise en cause des attitudes envers le travail. Et si aujourd'hui, « la valeur du travail » paraît plus contestée, c'est que la déqualification touche de nouvelles couches sociales, des activités hier protégées. Le diplôme universitaire ne protège plus de la déqualification.

Or cette précarité de l'emploi est voulue par les grandes forces du capitalisme, car elle est nécessaire à l'organisation du travail, comme en témoignent l'émergence d'un double marché du travail, l'intérim en France, l'économie immergée italienne, l'immigration sauvage aux U.s.a., etc.

S'attaquer uniquement au problème du chômage serait une erreur. Et ce n'est pas la moindre de nos raisons d'espérer du programme de François Mitterrand que de constater l'insistance mise sur la nécessité d'une politique industrielle qui, au-delà du chômage, s'attaque au phénomène structurel de la précarité de l'emploi. Car on ne résoudra pas la question du chômage par des mesures conjoncturelles. C'est ainsi que la baisse de la durée du travail n'est une solution que si dans le même temps, des réformes structurelles viennent la permettre, sans déséquilibrer l'économie. Pour ce faire, il faut s'interroger sur la nature du système de production.

La véritable question posée par les structures industrielles actuelles réside, à notre sens, dans le conflit entre les grandes firmes monopolistiques et les petites et moyennes entreprises. On a souvent mis l'accent sur le caractère socialement retardataire des P.m.i. (absence de droits syndicaux, de garanties d'emploi, bas salaires, etc.) pendant la période de croissance. Et on constate en période de crise que ce sont ces mêmes P.m.i. qui débauchent (ou n'embauchent pas), ou créent le chômage par la faillite. La réaction anti-P.m.i. qui débouche sur une certaine défense de la concentration, première étape de la socialisation de la production, est aussi dangereuse que l'idée selon laquelle l'Etat serait à l'origine de cette situation par les charges qu'il fait peser sur les entreprises. En ce domaine comme dans tant d'autres, une lecture trop hâtive de Marx ne vaut guère mieux que le retour aux vieilles chimères du libéralisme pur.



La précarité de l'emploi — et au-delà la crise elle-même — est liée au développement de rapports de production qui organisent un dualisme entre les grandes firmes et les P.m.i. C'est de l'analyse de ce dualisme que l'on peut dégager une stratégie industrielle de rupture, en s'efforçant d'échapper à l'apparence des phénomènes.

L'organisation de la production qui a caractérisé la période de croissance de l'après-guerre est connue : les grandes firmes et les petites firmes (filiales ou sous-traitantes) semblaient juxtaposées. Ce qui est moins bien perçu est la dépendance des « petits » par rapport aux « gros ».

Cette dépendance se manifeste pourtant de deux manières : d'une part, à travers le contrôle direct par le marché — sous traitance ou importance de l'acheteur — ; d'autre part à travers les prix, les prix de production se fixant à un niveau inférieur à celui qui permettrait, pour la P.m.i. de réaliser un taux de profit moyen. En système concurrentiel pur, une telle situation conduit à la faillite des P.m.i., à leur élimination. Or, durant la période de croissance ce phénomène a été estompé. Pour une raison toute simple : en système de sous-traitance, le jeu de la concurrence ne fonctionne qu'en partie. Les petites firmes acceptent des taux de profit inférieurs au taux de profit moyen, en échange d'une protection minimale. La survie du capitalisme tient largement à cette structure duale, à cette opposition objective entre deux fractions du capital.

La crise économique et la transformation de la précarité structurelle de l'emploi en chômage (précarité absolue) tiennent à la remise en cause du processus de dépendance par les P.m.i. En effet, à la suite de l'augmentation du prix des matières premières, le capitalisme des monopoles a cherché à développer une stratégie de division internationale de travail, fondée sur un dualisme industriel à l'échelle mondiale. Cette stratégie — celle de la trilatérale — était lourde de menaces pour les P.m.i. Pour celles-ci, continuer comme par le passé c'était se condamner. Se dégager de l'emprise des grandes firmes passe par une maximalisation des profits, c'est-à-dire par un mouvement qui ramène les profits à hauteur du taux de profit moyen. Cette tentative d'alignement sur les monopoles se manifeste par une suraccumulation de capital (modernisation, etc.) qui s'est traduite par de fortes tensions inflationnistes. La riposte des monopoles à « ce mouvement d'indépendance » en vue de rétablir l'équilibre a été de « geler » une partie des capitaux, de sorte à faire baisser le taux de plus-value et ramener ainsi le taux de profit d'une partie des industries à un taux inférieur au taux moyen. Cette opération de dépréciation du capital a abouti à désorganiser le tissu industriel par l'élimination des entreprises sous-traitantes. La précarité de l'emploi pouvait être conduite à son terme : le chômage.

- Défendre les P.m.i. n'est donc pas une réaction poujadiste ou archaïque. C'est considérer que toute destruction du tissu économique conduit à l'augmentation de la précarité de l'emploi sous des formes nouvelles et à la dislocation des équilibres régionaux et urbains. La pression à laquelle les P.m.i. étaient soumises de la part de l'Etat ces dernières années provient moins d'une action directe que du soutien apporté aux grandes firmes à travers une désastreuse politique d'aménagement du territoire. En effet, la politique d'aménagement du territoire que l'on connaît depuis vingt ans s'appuyait sur la dynamique des secteurs et des branches. Autrement dit, les réalités économico-spatiales n'étaient prises en compte qu'en fonction des avantages que les grandes firmes pouvaient tirer des situations locales à travers les petites firmes : main-d'œuvre disponible, bon marché, peu qualifiée, proximité des ressources en matières premières, etc. Dans une telle logique, la ville, malgré sa complexité, n'était considérée que comme un espace neutre et traitée comme simple pôle intermédiaire. Le tissu économique légué par l'histoire était ignoré. Tout était vu en fonction des grandes firmes qui imposaient le rythme et la nature de l'industrialisation. L'absence de travaux et de données sur le système économique urbain est, de ce point de vue, significative. Cette situation dramatique a pénalisé lourdement les collectivités locales.

Une politique industrielle qui marque une véritable rupture devra s'appuyer sur les capacités de production des petites et moyennes entreprises, si mal traitées par les grands monopoles. Le plan, c'est-à-dire la régulation préalable de l'économie, la régionalisation, c'est-à-dire la mise en place de relations nouvelles entre les responsables locaux et les industriels, la réforme fiscale, ouvrent des perspectives nouvelles. Autrement dit, la transformation de l'organisation de la production par une remise en cause du dualisme structurel de l'appareil industriel est la condition du succès contre le fléau qu'est la précarité de l'emploi dont le chômage n'est que la partie visible.

C'est aussi le moyen de soutenir le tissu économique traditionnel des P.m.i, tout en les aidant à intégrer les revendications sociales. Le discours de droite qui consiste à attribuer à l'Etat ou aux salariés la responsabilité des difficultés des P.m.i. n'est que le masque d'une politique visant en fait à favoriser les grands groupes et à accentuer la précarité de l'emploi.

Une véritable politique sociale n'est jamais incompatible avec une véritable politique industrielle. Ce qui est incompatible avec une politique sociale avancée, c'est la défense de certains intérêts privés, ceux des grandes firmes, eux-mêmes opposés à ceux qui font la réalité économique du pays. ●

le Groupe
Société Générale
en 1980

Résultats de la banque

Les comptes de l'exercice 1980 de la Société Générale sont caractérisés par :
- un total du bilan de F 370.402 millions au 31 décembre 1980 en progression de 20,46 %.
- un produit global d'exploitation de F 31.494 millions en augmentation de 40,8 %.
- un produit net bancaire de F 10.062 millions en hausse de 34,7 %.

Après provisions, amortissements et impôts, **le bénéfice net bancaire est de F 571 millions** contre 511 millions en 1979. Il a été obtenu après :
- F 1.992 millions de provisions pour risques bancaires et dépréciation du portefeuille titres (excédent net).
- F 316 millions d'impôt sur les bénéfices contre F 195 millions pour l'exercice 1979.

Ressources propres* (en milliards de francs)



*Compte tenu, aux 31.12.1978, 1979 et 1980, des provisions ayant le caractère de réserve.

Dividende

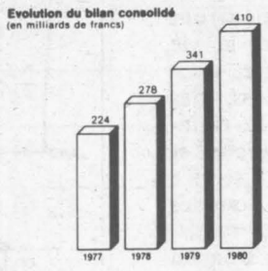
Le Collège réuni le 29 Mai 1981 a décidé :
- de distribuer un **dividende de F 12** par action, assorti de l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de F 6 soit un revenu global de F 18,
- d'affecter aux réserves une somme de F 435 millions.

Après cette répartition, les réserves s'élèvent à F 2.610 millions.

Situation consolidée

Le **total du bilan consolidé** du Groupe au 31 Décembre 1980 s'élève à **F 410 milliards.**

Evolution du bilan consolidé (en milliards de francs)



Le bénéfice consolidé de l'exercice atteint F 1013 millions dont F 796 millions revenant à la Société Générale.

Au 31 décembre, le Groupe gérait un encours global de dépôts de F 172 milliards tandis que ses engagements consolidés ressortaient à F 186 milliards ; pour des fonds propres consolidés de F 7,9 milliards.

L'action Société Générale

L'année 1980 a été une étape décisive dans le développement de l'actionnariat privé de la Société Générale.

Tout d'abord l'Etat a procédé à une huitième distribution d'actions gratuites au personnel. Puis en avril-mai, la Société Générale a procédé à la première augmentation de capital en numéraire depuis 1946.

Cette dernière opération, d'un montant légèrement supérieur à F 100 millions, a rencontré un vif succès auprès des actionnaires privés puisque les demandes n'ont pu être servies qu'à concurrence de 82 %. Au total, plus de 15.000 souscripteurs ont participé à cette opération.

Enfin, au titre de la répartition des résultats de l'exercice 1979, et pour la quatrième année consécutive depuis son introduction en Bourse, la Société Générale a procédé à une attribution d'actions gratuites (2 nouvelles pour 25 anciennes).

EDUCATION NATIONALE

La guerre scolaire n'aura pas lieu

Alain Savary ne l'a pas caché : il va falloir revoir l'organisation complète de cette grande maison qu'est l'Education nationale, le plus grand employeur civil d'Europe

PAR CHRISTINE COTTIN

LES propositions en matière d'Education nationale défendues par François Mitterrand au cours de la campagne électorale « excluent toute spoliation et tout monopole. Elles respectent la liberté de l'enseignement qui ne sera nullement remise en cause ». Cette déclaration du ministre de l'Education nationale, Alain Savary, quelques jours après son installation 110, rue de Grenelle pouvait difficilement être plus claire.

Trop claire, c'est certain, pour faire l'affaire de ceux qui, par intérêt électoral, cherchent à rallumer le « brûlot » de la « question scolaire ». Leur premier objectif est évident : faire peur aux parents des deux millions d'enfants scolarisés dans des écoles privées — dont un million neuf cent cinquante mille dans des écoles catholiques — afin de les dissuader de voter pour la nouvelle majorité. Pour parvenir à cette fin, tous les moyens ont été bons, même les plus mensongers. Des tracts ont, ainsi, déjà annoncé qu'un gouvernement socialiste fermerait autoritairement les écoles libres, ou bien qu'elles seraient englobées dans un monopole d'Etat « totalitaire », ou plus simplement, qu'elles seraient nationalisées sans concertation possible. Pour que le vent de panique n'épargne personne, surtout pas les cent treize mille instituteurs et professeurs de l'enseignement privé, on a même fait courir le bruit qu'une victoire de la gauche entraînerait leur mutation immédiate à l'autre bout de la France. Et encore, bien heureux ceux dont le poste ne serait pas purement et simplement supprimé.

De bons vieux épouvantails antisocialistes qui ont déjà fait leur preuve dans le passé. Oui, mais les temps changent. Premier signe formel de ce changement : la panique appelée de tous ses vœux par l'ancienne majorité à bout de souffle, à cours d'idées, cette panique qui aurait pu la sauver, ne s'est pas produite. Certes, ici et là, ont surgi quelques inquiétudes, des interrogations. Mais de panique, point. On pouvait craindre le pire avec la réunion, à Poitiers du 22 au 24 mai dernier, des trois cents délégués de l'Union nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (U.n.a.p.e.e.l). Compte tenu du résultat de l'élection présidentielle, on savait que le thème de travail, prévu de longue date, sur « la responsabilité des jeunes » serait éclipsé par les discussions sur l'avenir de l'enseignement catholique. Mais la pondération et une volonté certaine de dédramatisation ont été à l'ordre du jour. La tonalité du débat a été incontestablement marqué par l'intervention de Mgr Jean Honoré, évêque d'Evreux et président de la Conférence épiscopale. Parlant « en accord total avec l'ensemble des évêques », il s'est bien évidemment déclaré pour « la rencontre de la foi et de l'intelligence » dans les écoles catholiques, mais contre le fait que la liberté de l'enseignement soit un enjeu électoral. Mgr Honoré est allé plus loin. Au cours d'une conférence de presse juste après, il n'a pas hésité à dire que les évêques étaient soucieux de respecter la liberté des opinions et qu'ils préféraient rester en réserve « pour le jour où l'école catholique sera en danger ». Autrement dit, pour les temps présents, elle n'est pas en danger : pour parvenir à cette conclusion, il a suffi à l'épiscopat de s'informer sur les orientations du président de la République en matière scolaire et d'écouter les déclarations d'Alain Savary. Le but visé à long terme : « un grand service public, unifié, laïc de l'éducation nationale ». Mais sa gestion sera décentralisée. Il prendra en compte toutes les expressions pédagogiques. Les parents pourront participer aux tâches éducatives et la vie associative y trouvera toute sa place. « Le pluralisme des idées, des croyances, des ethnies et l'indispensable droit à la différence trouveront leur liberté d'exercice et d'épanouissement » au sein de ce « service public ouvert à tous les enfants, à tous les parents, à tous les enseignants ». Le ministre de l'Education l'a souligné : « Chacun aura la possibilité de choisir d'autres pôles d'éducation complémentaires ou supplémentaires comme l'enseignement religieux. »

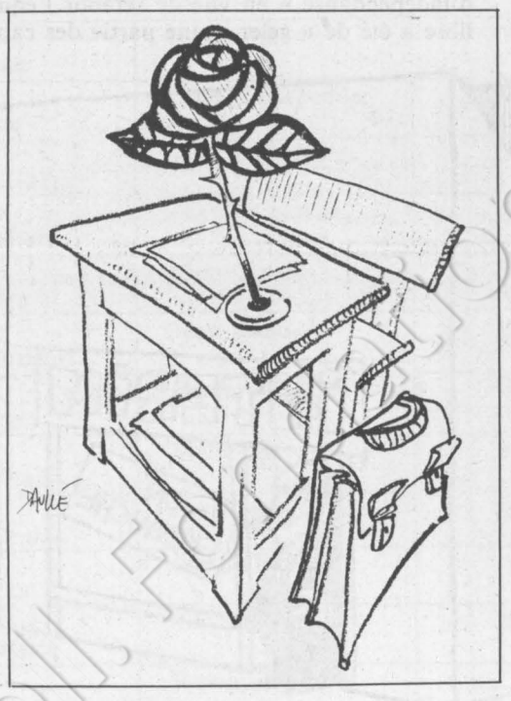
Tout cela dans un avenir qui reste à déterminer par les différents partenaires en présence. Car « le président de la République souhaite que la mise en place de ce grand service public de l'éducation soit le résultat d'une négociation et non d'une décision unilatérale. Il entend convaincre et non contraindre, rassembler et non diviser, inciter et non imposer. »

Dans ce sens, quatre décisions et garanties ont été présentées le 4 juin dernier par Alain Savary. Parce qu'il n'est pas question de brusquer le mouvement, « les moyens financiers des écoles privées seront non seulement maintenus pour 1981, mais actualisés avec la loi de finances 1982. »

L'ensemble des personnels du secteur privé devrait conserver leur emploi à la prochaine rentrée. Les recteurs sont invités à ne pas autoriser de nouveau recrutement tant que les anciens maîtres ne sont pas réembauchés.

Les établissements sous contrat simple peuvent « de plein droit » et « sans autre condition » obtenir un contrat d'association, qui accroît l'aide de l'Etat mais renforce le contrôle de ce dernier.

Des négociations vont s'ouvrir sur « les problèmes en suspens » comme ceux des retraites et de la promotion des maîtres.



Dans toutes ces intentions et orientations clairement définies, pas la moindre déclaration de guerre contre qui que ce soit. C'est ce que la Conférence épiscopale a voulu souligner par la voix de l'évêque d'Evreux. Du coup, des déclarations comme celle de Guy Guermeur, député R.p.r. du Finistère, faite sous sa responsabilité de président de l'Association parlementaire pour la liberté de l'enseignement — il a appelé les parents, pour les législatives, à faire leur choix « entre ceux qui ont construit la liberté d'enseignement et ceux qui l'ont combattue » — apparaissent clairement pour ce qu'elles sont : des propos électoralistes visant à utiliser l'attachement de certains parents à un type d'école pour soutenir une ancienne majorité plus que jamais défaillante.



Sipa-presse

Alain Savary.

Or, les parents n'aiment pas être utilisés à ce point. Même ceux de l'U.n.a.p.e.e.l., pourtant connus pour leurs positions conservatrices, n'ont pas apprécié. Au point que leur président Pierre Daniel, après s'être engagé à fond dans une bataille contre François Mitterrand avant l'élection présidentielle, à dû revenir à des positions plus nuancées. Il s'est ainsi prononcé depuis, pour un dialogue constructif « avec des gens sincères et non sectaires ». En clair, la guerre du « laïc » contre le « privé » appartient au passé. Ceux qui ont tenté de la rallumer se sont trompés d'époque.

Il faut bien reconnaître, d'ailleurs, qu'au ministère de l'Education nationale, bien d'autres sujets retiennent l'attention d'Alain Savary. Eté oblige : on a déjà parlé des vacances et de leur étalement. Tous les représentants des syndicats d'enseignants et des associations de parents reçus par Alain Savary ont dénoncé les conditions de désordre dans lesquelles se déroule la fixation du calendrier des vacances. Avec, au bout, les aberrations que l'on connaît avec les embouteillages pour les départs, les arrivées et sur les lieux mêmes des vacances. Alain Savary s'est donc engagé à entamer une discussion avec ses interlocuteurs pour trouver un accord sur le calendrier scolaire prenant en compte les besoins de chacun.

On a reparlé, aussi, de cette circulaire du 2 avril 1981 qui interdisait le droit de grève aux directeurs d'école primaire. Le nouveau ministre a, dès son arrivée, abrogé cette circulaire. Il est bien entendu que les conditions d'accueil des enfants, les jours de grève, et les problèmes de liaisons de l'école avec son environnement vont faire l'objet d'une étude ultérieure.

Définir des zones prioritaires

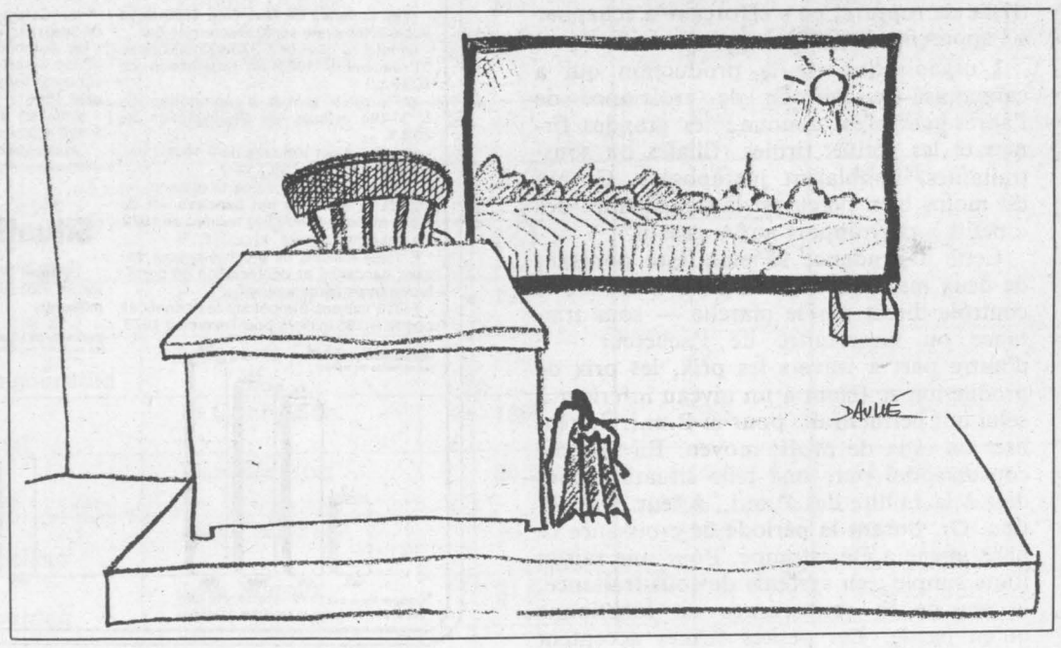
Dès le 3 juin, également, le problème des fermetures de classe a été abordé. « Toutes les fermetures de classe qui avaient été prévues à la prochaine rentrée seront réexaminées. » Non qu'elles seront toutes annulées. Mais aucune classe ne sera fermée sans un examen approfondi, cette décision ne pouvant intervenir qu'après concertation, « dans le souci de consacrer les moyens nouveaux dans chaque département, soit au remplacement des maîtres, soit aux zones d'éducation prioritaires. »

Alain Savary ne l'a pas caché : il va falloir revoir l'organisation complète de cette grande maison qu'est l'Education nationale, qui se révèle être, aujourd'hui, le plus grand employeur civil d'Europe occidentale. Il va falloir créer des emplois supplémentaires, débloquer des postes budgétaires, s'occuper de la situation honteuse faite aux auxiliaires et renforcer les crédits pour remédier aux sous-évaluations flagrantes du programme Barre. Il va aussi falloir faire face à des dispositions que le précédent gouvernement s'était bien gardé de rendre publiques. Ainsi, la rentrée prochaine devait voir passer la participation des parents aux frais de cantine de 40 à 60 %. Et cela bien que l'on sache pertinemment à quel point ces repas sont des facteurs de réduction des inégalités face à l'alimentation pour les enfants des milieux défavorisés ! Là encore, il va falloir trouver cent millions de francs dont le précédent gouvernement voulait faire l'économie sur le dos des plus démunis. Mais le bon déroulement de la prochaine rentrée scolaire oblige. C'est pourquoi le dernier conseil des ministres a déjà annoncé la création de 12 475 nouveaux emplois pour la seule Education nationale.

A terme, c'est une réforme globale qu'il va falloir effectuer, qui prendra en compte l'avis de chaque partie en présence pour ne pas aboutir aux aberrations des réformes autoritaires du passé, inefficaces et rejetées par les enseignants et les parents parce qu'inadaptées. L'établissement d'une carte de France avec des zones prioritaires sera l'une des grandes étapes de cette réforme. Car l'uniformité, en matière d'éducation, n'est pas synonyme d'égalité des chances. En clair, si une classe de trente-cinq élèves peut parfaitement fonctionner à Neuilly-sur-Seine compte tenu du milieu culturel favorable dans lequel évolue des enfants, la même classe à Gennevilliers, avec trente enfants parlant à peine le français sur trente-cinq n'a aucune chance d'atteindre son but.

Voilà pourquoi le ministre a demandé à son cabinet de réfléchir sur des critères de définition de ces zones prioritaires et sur les procédures suivant lesquelles les partenaires éducatifs pourraient être associés à cette définition.

Un long travail qui ne se fera pas en un jour. Mais quelque chose à déjà changé dans le monde de l'Education nationale. Simplement parce que le nouveau ministre a réintroduit les deux inconnues qui empêchait le précédent gouvernement de résoudre le problème : la concertation et la négociation. ●



LES ENTRETIENS DE « L'UNITÉ »

Edwige Avice, à la Jeunesse et aux Sports : "Réveiller le château de la Belle au bois dormant"

PAR MICHELE KESPI

A 36 ans, le nouveau ministre de la Jeunesse et des Sports, Edwige Avice, a déjà de beaux succès à son actif. Député socialiste de Paris depuis 1978, cette jeune femme mince, grande, l'œil toujours vif sous sa frange de cheveux bruns, est ce que l'on appelle une « battante ». Consciente de l'importance de la charge qui lui incombe, elle ne se laisse pas impressionner pour autant. Souriante, aimable, elle a expliqué à « l'Unité » ses conceptions en matière de Jeunesse et de Sports. C'est à l'arrière de la voiture de fonction qui l'amenait de son ministère à Matignon, qu'Edwige a répondu à nos questions. C'était le seul moment disponible de sa journée ! Car Edwige, ministre, est de 8 heures du matin à 8 heures du soir à son bureau, ou en rendez-vous. Et Edwige, candidate, est de 8 heures du soir à deux heures du matin dans sa circonscription du XIVe arrondissement. Un emploi du temps chargé qu'elle assume avec efficacité, sang-froid et bonne humeur.

« L'Unité » : Quelles sont à vos yeux les priorités ?

Edwige Avice : Je vais remettre sur le métier tout ce qui est d'ordre interministériel, car la politique de la jeunesse est complètement éparpillée. Il n'est pas du tout dans mes ambitions de rattacher à moi, par des moyens structurels, ce qui relève de chacun de mes collèges.

Mais il est nécessaire d'établir une coordination pour que nous ayons une politique commune en direction de la jeunesse. Une politique qui concerne aussi bien l'école que tous les autres aspects : la vie personnelle, les loisirs...

— L'emploi fait-il partie de ces autres aspects ?

— Oui, évidemment. Par exemple, j'ai téléphoné à Jean Auroux pour lui suggérer deux ou trois choses concernant l'emploi des jeunes. J'ai l'intention de faire de mon ministère, pour ce qui concerne cette direction de la jeunesse, un ministère d'impulsion en direction des autres ministères, et de jouer à fond la carte de la coordination.

— C'est-à-dire que vous ne voulez plus d'un ministère de la Jeunesse isolé...

— Un ministère isolé qui ne comporte pour le moment — il faut bien le dire — dans les structures dont j'hérite, que les vacances des jeunes, une petite division interministérielle, les échanges internationaux... Des aspects très importants certes, mais qui restent malgré tout en retrait d'une véritable politique de la jeunesse.

— Et en ce qui concerne les sports ?

— Là, j'ai fait effectuer une sorte d'inventaire de ce qui existe de manière à en connaître tout le positif. Mon idée est de tirer le meilleur de l'héritage qui m'est laissé : les services ont beaucoup travaillé, ils n'ont pas pu faire déboucher leurs idées ; il existe partout des richesses que je m'emploie à déterrer. Et, à partir de là, et de la réflexion menée au Parti socialiste sur le sport, je vais définir des objectifs.

— Vous commencez à avoir des idées précises ?

— Oui. Mon entrée en fonction date du lundi 25 mai, donc je peux me rendre compte des principaux problèmes. Je crois qu'il est indispensable d'en finir avec l'opposition entre le sport de haut niveau et le sport de masse, en menant une politique du sport de masse permettant d'établir des ponts avec le sport de haut niveau. A cet égard, j'ai le sentiment que si l'on a fait des efforts en direction des équipements — il faudrait d'ailleurs repréciser, car ces efforts ont été assez inégalitaires selon les différentes régions de France — on n'a jamais effectué d'études d'utilisation : le sport de masse rencontre de ce fait des boutoirs dus à des équipements trop éloignés, fermés aux bonnes heures.

— Comment pallier ces inconvénients ?

— Nous avons eu la semaine passée une rencontre avec l'inspection générale du ministère qui représente en quelque sorte la « mémoire » du ministère de la Jeunesse et des Sports, et la relation la plus constante avec les services extérieurs. Je lui ai demandé de voir s'il était possible de mener des expériences et des études pilotes dans un certain nombre de régions, afin d'obtenir cette étude d'utilisation indispensable pour trouver des solutions qui développeraient le sport de masse.

En ce qui concerne le sport de haut niveau, j'ai déjà recruté dans mon cabinet un athlète de compétition, Jean-Michel Belot, perchiste de renommée internationale. Je trouve très important d'avoir un praticien. Je lui ai demandé de rencontrer les athlètes, d'avoir avec eux une réflexion, en utilisant tous les travaux fait par le comité de la Jeunesse et des Sports, le Parti socialiste, les services du ministère. Tout cela afin de préciser la situation de l'athlète de haut niveau qui me paraît mériter, à l'heure actuelle, beaucoup d'amélioration. Voilà mes angles de réflexion.

— Les limites de votre ministère sont-elles clairement définies ?

— Oui. J'ai une responsabilité réelle sur la direction de la jeunesse, la direction des sports, et une responsabilité conjointe sur les services extérieurs et l'administration générale. De plus, j'ai en charge, sous mon autorité, les établissements de sports nationaux. C'est donc un gros ministère : non seulement par l'administration qu'il représente, mais aussi par la politique que l'on peut mener avec lui. Je crois d'ailleurs que si j'ai été choisie, c'est parce que je connais bien la haute administration, que j'y ai travaillé pendant plusieurs années. Je suis très consciente que l'un des objectifs qui m'étaient assigné était de remettre en route la machine sans tarder. Ce que je m'emploie à faire. Et je pouvais dire, au bout d'une semaine, que la machine fonctionnait déjà et qu'il n'y aurait pas d'à-coups. Toutes les questions d'urgence sont traitées. Et il est important que cela se passe ainsi : il faut montrer que les socialistes sont à même d'avoir leur rôle dans l'appareil d'Etat.

Il m'apparaît aussi que l'élection du président de la République a réveillé des énergies partout.

— Y compris dans le ministère ?

— Absolument. Quelles que soient les convictions personnelles de chacun, je remarque chez tous ceux à qui j'ai affaire une profonde loyauté que je respecte énormément. On ne dira jamais assez que l'administration est loyale et fait passer avant tout la notion de service public. Tous les jours, apparaissent des idées très ingénieuses, des propositions dont j'ai bien l'intention de tenir compte. La concertation se fera avec des organismes extérieurs (syndicats, associations) et j'ai déjà commencé cette grande tournée de rencontre. Mais elle se fera également avec mon administration. Il y a là des hommes et des femmes qui ont des suggestions très utiles à faire, qui ont en plus la pratique, l'expérience, et je compte travailler avec eux.

— Vous avez donc été bien accueillie ?

— Oui. J'ai rencontré des interlocuteurs qui, à des niveaux des responsabilités, faisaient référence à mon travail dans le XIVe arrondissement. Qui disaient aussi qu'avoir comme ministre de la Jeunesse et des Sports, une jeune femme ayant déjà exercé des responsabilités, leur paraissait de bon augure pour l'avenir... Ils m'ont dit que, pour eux, c'était une marque de dynamisme et de renouveau. Que, dans le fond, c'était un peu comme si je réveillais le château de la Belle au bois dormant... ●



Sygma

Vous voulez que "l'Unité" vive...

La victoire de François Mitterrand offre à la gauche et au Parti socialiste en particulier des perspectives entièrement nouvelles. Dans la période qui s'ouvre, la voix des socialistes doit se faire entendre avec force, résolution et efficacité. Le rôle de « l'Unité » devient donc encore plus important et c'est pourquoi nous appelons les militants et les sympathisants socialistes à se mobiliser pour nous adresser de nouveaux abonnements. Aux abonnés arrivés à échéance nous demandons, bien sûr, de se réabonner sans tarder pour ne pas être privés de leur journal.

Bulletin d'abonnement à retourner à l'administration de

l'unité

10, rue de Solférino 75007 PARIS

Je soussigné.....

.....

.....

.....

demeurant .....

.....

.....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

- abonnement d'un an (200 F) ○
- abonnement de six mois (120 F) ○

abonnement couplé à « Combat socialiste » et à « l'Unité »

Un an (650 F) ○
Six mois (360 F) ○

et vous adresse la somme correspondante

○ par chèque bancaire

○ par chèque postal

○ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 30 349 80 La Source

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

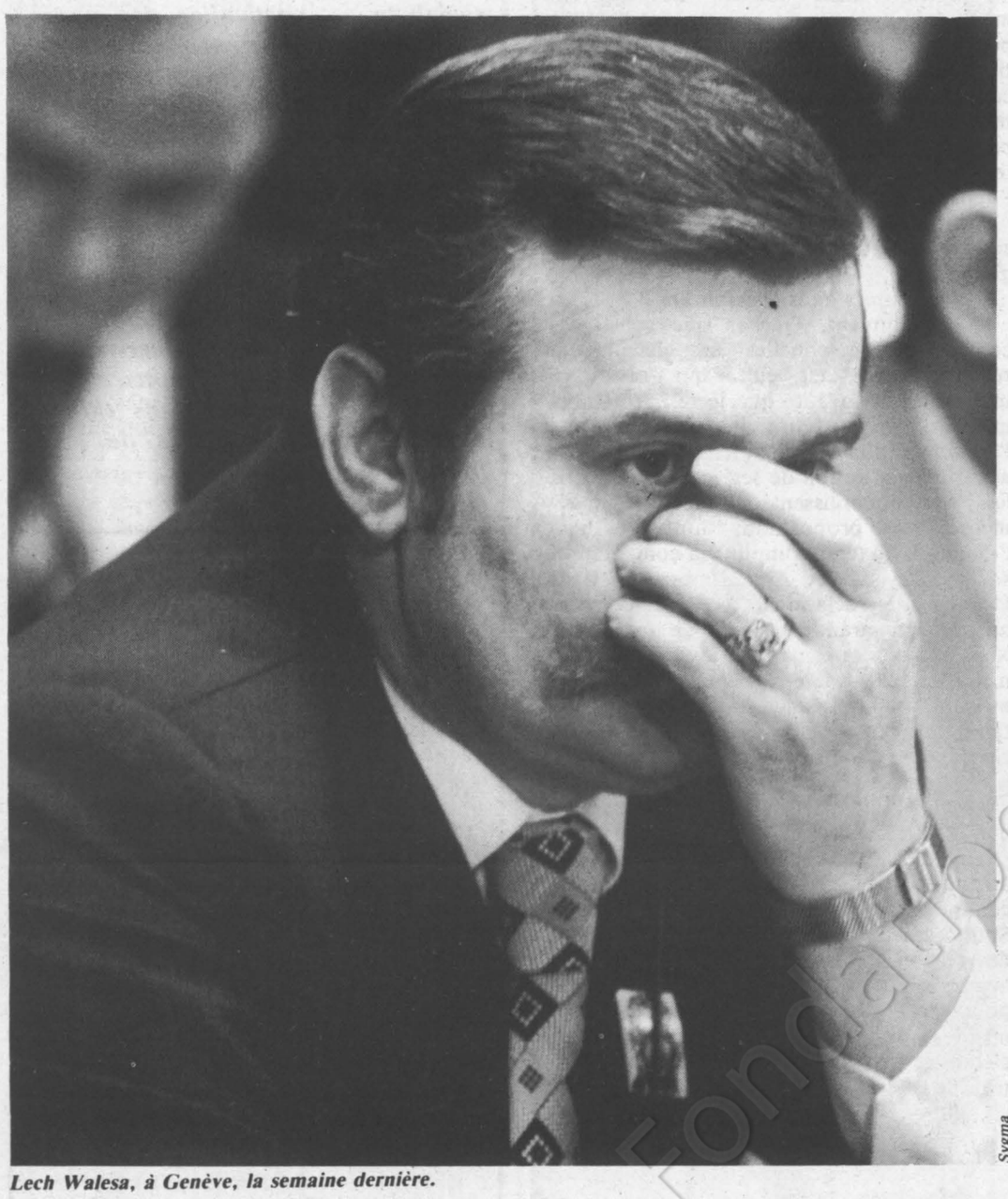
Date Signature

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10 rue de Solférino 75007 Paris. - Tél. : 550.34.35. *Directeur :* Claude Estier ; *Rédaction en chef :* Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; *Rédaction :* Marie-José Bernardot, Christine Cottin, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi, Jean-Paul Liégeois, Emmanuèle Plas, Paul Leduc, Gilbert Sans. *Secrétariat de rédaction :* Claudine Dervaux (révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; *Dessins :* Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Bordeclerc, Forcadell ; *Photos :* Pascal Lebrun ; *Publicité :* 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73 ; *Administration :* Conseiller technique : François de Grossouvre ; *Secrétaire administrative :* Jacqueline Daimé ; *Coordination :* Offres 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris. *Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot.*
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité ; *Directeur de la publication :* Claude Estier ; Cadet Photocomposition, 75009 PARIS.

POLOGNE

Les temps difficiles

Ou céder à la pression soviétique et revenir sur les acquis de l'été 80, ou résister parce qu'il n'y a pas d'autre voie pour l'avenir de la Pologne, tel est l'enjeu polonais



Sygma

Lech Walesa, à Genève, la semaine dernière.

PAR JEAN OFFREDO

LA Pologne vit actuellement des moments dramatiques. La lettre ultimatum adressée le 5 juin par Leonid Brejnev au Comité central du Parti ouvrier unifié polonais (P.o.u.p.) a provoqué émotion et crainte à Varsovie. Un document où Leonid Brejnev critique le laxisme de la direction polonaise, attaque l'esprit « contre-révolutionnaire » qui désagrège la Pologne et surtout manifeste une inquiétude ouverte devant la rupture de fait qu'implique le devenir polonais avec les intérêts du bloc socialiste. Le patron de l'U.r.s.s. rappelle aussi que toutes les discussions antérieures entre dirigeants polonais et dirigeants soviétiques ou des pays frères ont finalement été vaines et que la Pologne n'a donc pas été fidèle à sa parole.

Une nouvelle fois est rappelé solennellement ce qui avait été demandé aux dirigeants polonais à la suite de leur rencontre au Kremlin, à la fin du XXVI[e] congrès du P.c.u.s., de « renverser le cours des événements ».

Le procédé n'est pas en effet sans rappeler ce qui s'était passé voici treize ans en Tchécoslovaquie avec la fin que l'on sait. Cette missive a été au centre des débats du XI[e] plénum du Comité central du Parti polonais qui tenait cette semaine des assises houleuses et où, une nouvelle fois, se sont affrontées deux tendances. Celle des « modérés réalistes » regroupés autour du Premier secrétaire Stanislaw Kania, nommément attaqué de même que le Premier ministre dans la lettre du Parti soviétique ; celle des « durs » autour de Stefan Olszowski qui pourtant a marqué une volonté de « tomber au centre » rejetant les thèses extrémistes des communistes polonais ouvertement pro-soviétiques qui s'étaient retrouvés sur un texte ultra publié sous l'étiquette de « forum de Katowice ».

Au-delà des discussions et des problèmes de personnes, certes importants et dont il sera encore beaucoup question, l'enjeu polonais des prochains jours est simple : ou céder à la pression soviétique et d'une manière ou d'une autre revenir sur les acquis de l'été 80 ; ou résister en arguant du fait qu'il n'est pas d'autre voie pour l'avenir de la Pologne que celle du renouveau, contrôlé dans les méthodes et clair quant à la ligne politique.

Depuis dix mois, il est évident que la crise polonaise s'est aggravée. Comment pourrait-il en être autrement lorsque l'on connaît le lourd passif laissé par l'ancienne équipe dirigeante ? Mais le vent d'espoir qui s'est levé sur la Baltique en août 1980 a soufflé trop fort pour qu'aujourd'hui la société polonaise se laisse faire sans mot dire. Cruel dilemme pour le parti au pouvoir : s'il incarne le pays légal au nom des accords de Yalta et de la défense de l'internationalisme prolétarien, il est en rupture avec le pays réel représenté par des forces regroupées au sein de Solidarité et soutenu par l'Eglise qui joue un rôle conciliateur. Or, la Pologne a aujourd'hui besoin d'un pouvoir fort et crédible et il serait illusoire de croire que des tanks soviétiques peuvent en tenir lieu. Toutefois, la logique soviétique de la souveraineté militaire dépasse les conceptions d'une réelle démocratie... A Solidarité les avis sont partagés. Quoi de plus normal dans un syndicat qui fait l'apprentissage de la démocratie et qui, comme le Parti communiste dans la perspective de son congrès extraordinaire, est en pleine campagne électorale. A l'heure actuelle, on procède dans les entreprises et les régions à la mise en place des structures dirigeantes. Une tendance dure, rassemblant des militants influencés par les thèses de Jacek Kuron et du K.o.r., pense qu'il faut pousser le pouvoir au maximum de concessions afin de préserver le maximum d'acquis. Une tendance plus modérée considère que se battre sur ce qui a déjà été obtenu est plus réaliste et qu'il ne faut pas acculer le pouvoir en lui fermant toutes les issues. Lech Walesa se retrouve avec ce groupe.

Mais il est évident que face à tout danger majeur, en particulier à celui d'une intervention soviétique directe, l'unité de Solidarité sera efficace. Il faut attendre le prochain sommet — probablement le 20 juin — du Pacte de Varsovie à Sofia pour savoir jusqu'où sont prêts à aller l'U.r.s.s. et ses alliés. Mais si l'inquiétude règne à Varsovie, les plus optimistes rappellent qu'en 1956 au moment du « Printemps en octobre » Wladislaw Gomulka et ses amis, libérés des géôles staliniennes, avaient tenu tête aux dirigeants soviétiques arrivés en catastrophe à Varsovie pour empêcher leur accession au pouvoir. Et les chars soviétiques déjà installés dans la banlieue avaient reculé devant la menace d'un appel à l'insurrection nationale. On peut être communiste, on n'en demeure pas moins polonais.

A un moment aussi grave, la Pologne compte ses amis. Récemment, des experts de Solidarité et des militants du « Renouveau » dans le Parti me demandaient quelle était la position du nouveau pouvoir français face à la Pologne. Leur expliquant la position du P.s. et les propos tenus tant par François Mitterrand que par Pierre Mauroy pendant la campagne électorale, ils me répliquèrent : « L'ancien président de la République française devait venir en visite officielle au printemps 1981 ; le ministre des Affaires étrangères français devait lui aussi venir car c'était son tour compte tenu des accords franco-polonais : les nouveaux dirigeants seront-ils fidèles à ces engagements de la France ? »

Il y avait bien sûr dans leur voix le désir profond d'entendre répondre oui. ●

ESPAGNE

Entre la menace et le chantage

Les cent jours d'un gouvernement impopulaire en "démocratie surveillée"

PAR JULIO ANTONIO FEO

NÉ seulement quarante-huit heures après la tentative de coup d'Etat militaire du 23 février dernier, le gouvernement d'Union du centre démocratique présidé par Leopoldo Calvo Sotelo est au pouvoir depuis déjà cent jours et se montre incapable de mettre fin aux constantes menaces putschistes qui pèsent sur la démocratie espagnole.

Contrairement à ce que l'opinion publique pense de son parti, Leopoldo Calvo Sotelo jouit, selon les sondages, d'un certain capital de confiance (41 % des Espagnols) surtout après ses tentatives de concertation avec le Parti socialiste ouvrier espagnol de Felipe Gonzalez.

Le nouveau chef du gouvernement hérite de son prédécesseur Adolfo Suarez d'un cabinet de crise qui n'a apporté aucune réponse aux graves problèmes auxquels l'Espagne est confrontée. Sur le plan économique, la situation se caractérise par un taux élevé de chômage et une absence notoire d'investissements. Sur le plan politique, les continuelles menées putschistes de l'extrême droite et l'accroissement du terrorisme constituent un tel cancer pour ce régime que les commentateurs le qualifient de « démocratie surveillée ».



A.f.p.

Juan Carlos passant en revue la guardia civil, à Barcelone.

Démocratie surveillée parce que depuis le coup d'Etat du 23 février, mené par le lieutenant général de la guardia civil Antonio Tejero et de quelques autres caciques de la hiérarchie militaire, l'Espagne vit sous la menace mais aussi sous le chantage d'un éventuel nouveau coup d'Etat fasciste.

Alors que Tejero et ses amis prennent des « vacances dorées » dans la plus absolue impunité, le gouvernement Calvo Sotelo se montre toujours incapable de prendre la moindre mesure contre l'extrême droite. Deux affaires récentes viennent de le prouver.

La première est « le crime d'Almeria ». Il s'agit ici de la mort de trois jeunes travailleurs qui étaient détenus par la guardia civil à Almeria, le 9 mai dernier. Vingt-quatre heures après leur libération officielle, la voiture dans laquelle se trouvaient les trois jeunes gens était incendiée et lancée dans un précipice, provoquant la mort de ses occupants.

Une fois de plus l'« honneur » de ce corps répressif tristement célèbre, la guardia civil, était mis en accusation. Les parlementaires socialistes et communistes se sont déclarés totalement insatisfaits par la version des faits qui leur fut fournie par les autorités locales et le ministre de l'Intérieur. Ce dernier, Juan Jose Roson s'est borné à déclarer : « Je ne peux pas dire s'il y a eu crime ou pas », tout est masqué dans « le climat d'inquiétude et de tension que connaissent tous les Espagnols en raison de la dernière offensive terroriste ».

Le « crime d'Almeria » prouve clairement en tout état de cause que les ultras espagnols — et la guardia civil est un de ses bastions — se sont organisés selon le plus pur style « argentin » et pour arriver à leurs fins ils comptent sur la collaboration, au mieux, la bienveillance, au moins, des hautes autorités de ce corps d'élite.

Au-delà du crime lui-même — l'horreur représentée par l'image de ces trois jeunes gens carbonisés ! — l'affaire d'Almeria met en évidence l'état de « démocratie surveillée » dans laquelle vivent, six ans après la mort de Franco, trente-six millions d'Espagnols.

Le second, et très grave événement qui s'est produit sous le gouvernement Calvo Sotelo, est l'attaque de la banque centrale de Barcelone prouvant la tendance gouvernementale actuelle : l'inefficacité.

A trois mois exactement du coup d'Etat manqué, le 23 mai dernier et coïncidant avec la « semaine d'hommage aux forces armées » célébrée à Barcelone, un commando d'une vingtaine d'hommes, armés jusqu'aux dents, prennent d'assaut la Banque centrale de Barcelone et retiennent en otages les employés et le public exigeant la libération immédiate de quatre des puts-

chistes du 23 février (Tejero, le colonel Jose Ignacio San Martin, le général Torres Rojas, et le lieutenant colonel Pedro Mas) et la mise à leur disposition d'un avion pour rejoindre l'Argentine en compagnie des quatre factieux.

Après trente-six heures de tension durant lesquelles le président François Mitterrand, le chancelier Helmut Schmidt et le département d'Etat américain appuieront pas des messages le roi et la démocratie, cette nouvelle tentative de déstabilisation du régime échoue.

Après l'intervention des brigades spéciales qui donnèrent l'assaut à la banque et arrêtèrent le commando terroriste, les premières informations — confirmées par de nombreux témoins — furent peu à peu démenties.

La version officielle mise au point par le gouvernement réfutait les informations selon lesquelles le commando était composé de membres de la guardia civil vêtus en civil, notamment d'un dénommé Sanchez Valiente, qui participait aux côtés de Tejero à l'attaque des Cortès. Comme à cette occasion, le chef du commando cria aussi « Todos al suelo » (tous au sol) et sans manifester le moindre intérêt pour les millions de pesetas détenues dans la banque, les attaquants déclarèrent clairement leurs objectifs d'extrême droite.

De la vingtaine de membres qui composaient le commando, seuls neuf restent aujourd'hui en prison (un dixième est mort lors de la fusillade). Les autres ont apparemment réussi à s'enfuir en se mêlant aux otages alors que ceux-ci sortaient de la banque.

Les neuf en question ont été mis à la disposition de la justice et comme par magie, les ultras de la Banque centrale se sont convertis en simples gangsters poursuivant seulement des objectifs lucratifs ; la version officielle allant jusqu'à alléguer, avec une certaine impudeur, que certains d'entre eux avaient des « antécédents anarchistes ».

Toujours selon la « première » version, l'opération de commando avait été organisée lors d'une réunion qui s'était tenue à Perpignan en présence d'un certain Antonio Luis se présentant comme de tendance extrême droite.

Curieux anarchistes et curieux délinquants de droit commun que ceux qui décidèrent de se faire passer pour des ultras et d'exiger la libération de Tejero ! Trop d'interrogations restent sans réponse depuis l'attaque de la Banque centrale. Par exemple : quelles sont les relations entre le commando et les putschistes du 23 février ? Qui a financé l'opération ? A quoi servent les services de renseignement du gouvernement, incapables de prévoir le coup d'Etat et l'attaque de Barcelone ? Un gouvernement digne de ce nom devrait pouvoir répondre à ces questions qui préoccupent gravement les Espagnols et l'opinion publique internationale.

Triste résultat de cent jours de pouvoir d'un gouvernement qui culminent avec l'inculpation des factieux de Barcelone comme délinquants de droit commun ! Aucune crédibilité ne saurait être accordée à ce gouvernement en ce qui concerne le terrorisme basque et l'action des minorités nationalistes de l'Eta tant qu'il n'en aura pas fini avec les séquelles du passé et la terrible menace qui pèse sur la démocratie.

Une menace réelle, mais aussi et surtout un chantage. Car un coup d'Etat fasciste aujourd'hui en Espagne devrait se faire contre le roi, contre les intérêts économiques des travailleurs mais aussi des entrepreneurs et dans un climat extérieur hostile.

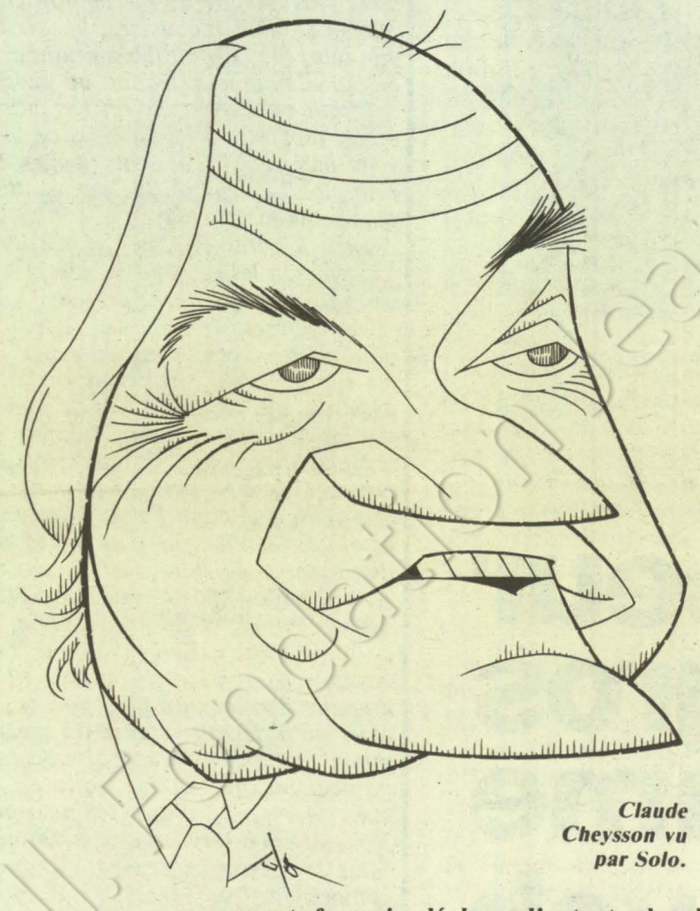
Les circonstances nationales et internationales ne paraissent donc pas propices à une si tragique alternative et c'est pourquoi le gouvernement espagnol en ne prenant pas les mesures nécessaires contre les factieux de tout poil, joue une fois encore les « apprentis-sorciers. » ●

Le nouveau langage de la diplomatie française

PAR ANTOINE VIOLET

Au conseil de mercredi matin, le ministre des Relations extérieures Claude Cheysson devait consacrer l'essentiel de son intervention à la relation de son voyage à Washington et de ses entretiens avec le président Reagan. L'actualité l'a contraint à donner la priorité à la situation au Proche-Orient à la suite du raid israélien contre la centrale nucléaire irakienne de Talmuz que le gouvernement français avait, dès lundi, par la voix de Pierre Mauroy, considéré comme « un acte inacceptable et très grave ne pouvant qu'accroître la tension dans cette région du monde ».

C'est ce jugement, largement partagé dans les grandes capitales mondiales — et notamment à Washington — que Claude Cheysson a exprimé à l'ambassadeur d'Israël convoqué au Quai d'Orsay à la première heure mardi matin. Ce dernier, parlant d'une « question de vie ou de mort » pour son pays, a développé les explications par lesquelles le gouvernement de Jérusalem a voulu justifier l'attaque israélienne. Sans pour autant convaincre le ministre français ni qu'il s'agissait d'une opération de légitime défense, ni qu'on avait choisi de lancer l'opération un dimanche pour épargner la vie des techniciens français travaillant sur le réacteur « Osirak » alors que le dimanche n'est pas un jour de repos sur ce chantier et que, précisément, un technicien français a été tué.



Claude Cheysson vu par Solo.

Le nouveau gouvernement français déplore d'autant plus la situation ainsi créée qu'il espérait pouvoir contribuer dans un proche avenir, comme François Mitterrand l'a dit à plusieurs reprises pendant sa campagne, à agir en faveur de la reprise d'un dialogue constructif entre Israël et les pays arabes. L'initiative israélienne, contestée au sein même du cabinet israélien et considérée par beaucoup d'opposants travaillistes comme liée à la campagne électorale en cours, n'apparaît pas au gouvernement français comme de nature à faciliter ce dialogue. Elle souligne aussi, paradoxalement, la grave responsabilité sur laquelle le P.s. avait à l'époque attiré l'attention, prise par le gouvernement français précédent en livrant à l'Irak une technologie nucléaire avancée sans mesurer toutes les conséquences de l'éventuelle accession de ce pays à la capacité de construire une bombe atomique.

Dans ce domaine, le nouveau gouvernement hérite donc d'une situation difficile tout comme, dans d'autres cas, il doit assumer les conséquences d'un état de choses antérieur à son installation. Ainsi des répercussions de la politique des taux d'intérêt pratiquée aux Etats-Unis et dont Claude Cheysson a souligné devant ses interlocuteurs américains qu'elle risquait de rendre l'Europe exsangue. Il n'est pas certain qu'il ait été immédiatement entendu. Mais ce ton ferme venu de Paris semble cependant avoir impressionné les dirigeants de Washington puisqu'ils ont décidé de poursuivre la conversation à un niveau plus élevé, ce qui sera le cas avec la venue en France, aussitôt après les élections, du vice-président George Bush qui sera reçu à l'Elysée.

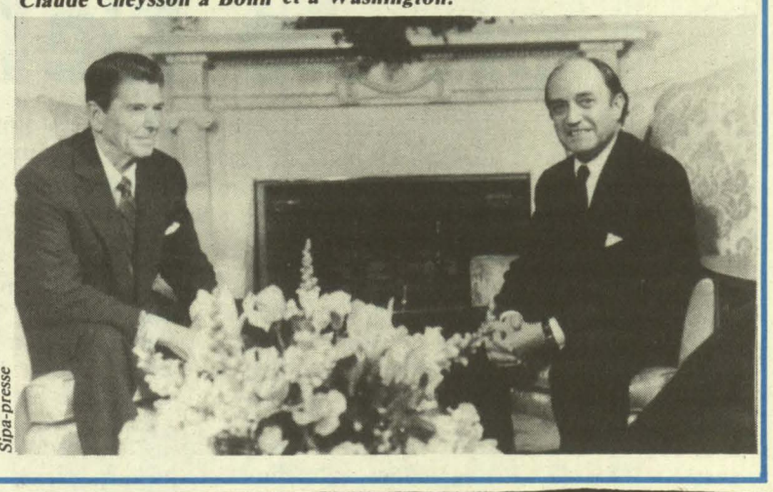
D'ores et déjà, le voyage de Claude Cheysson outre Atlantique a permis de mettre quelques points sur les « i » et d'éclairer les Américains, encore tout surpris de ce qui s'est passé en France le 10 mai, sur les intentions du gouvernement socialiste devant les grands problèmes mondiaux. Il semble que l'on ait compris à Washington que le nouveau pouvoir français se différencie du précédent sur plusieurs points : désir de dialogue avec l'Union soviétique mais refus de toute concession à propos de l'Afghanistan ou des S.S.20, volonté de réexaminer au plus vite les rapports Nord-Sud pour définir une véritable politique d'aide au développement du tiers monde, et, vis-à-vis des Etats-Unis eux-mêmes, souci de préserver l'alliance mais sans que celle-ci puisse entraîner la soumission de la France aux intérêts politiques ou commerciaux, pour ne pas dire mercantiles, américains. Ce nouveau langage ne pouvait sans doute être compris d'un seul coup à Washington mais il en a été pris acte d'autant plus que les Américains ont eu le sentiment que Claude Cheysson exprimait aussi les préoccupations d'autres pays européens, ce que le ministre des Relations extérieures a pu lui-même constater lors des rapides séjours qu'il vient de faire à Bonn et à Rome.

Il faut toujours un certain temps avant que l'administration américaine s'adapte à une situation nouvelle surtout quand celle-ci ne correspond pas exactement à ses vœux. Mais le mouvement est amorcé. Il se poursuivra le 24 juin à Paris où François Mitterrand et George Bush évoqueront de façon plus précise le sommet des 20 et 21 juillet à Ottawa, qui sera l'occasion de la première rencontre entre le président américain et le nouveau président de la République française. ●



Keystone

Claude Cheysson à Bonn et à Washington.



Sipa-presse









Claude Lelouch dirigeant « les Uns et les autres ».



CINEMA

Le coeur gros comme ça de Lelouch

PAR FABIAN GASTELLIER

D'ABORD il y a les Dupont, puis les Dubois. Enfin les Dubuis, les Durand et les Dubon (j'en oublie sûrement). Les uns sont français, les autres également, mais juifs ; les troisièmes sont américains, les quatrièmes allemands et les cinquièmes soviétiques. On est à Paris, à Auschwitz, en Californie, à Berlin, à Moscou. 1937 pousse 1936 ; 1940 arrive avec la guerre : front de l'Est, grenades, parachutistes, débarquement, Libération. Changement de génération ; voici les enfants Dupont, les petits Dubois, les héritiers Dubuis — bref la progéniture de la première vague. Pour eux, le rock, le twist. 1950 nostalgie, 1960 explose en Algérie et 1970 retrouve tout ce beau monde embourgeoisé jusqu'au cou.

Ah ! la saga Lelouch ! Sa passion pour les hasard de la vie ; ses calculs infinis de probabilités... Depuis « Toute une vie », l'étude des destinées parallèles semble être devenue son obsession... « Les Uns et les autres » est un projet ambitieux. Fou même : tracer sur deux générations et quatre nationalités le chemin de vies qui se croisent sans se connaître, se frôlent sans se parler — vies cependant unies par une même passion : la musique.

Vu l'ampleur du rêve, 3 h 35 de film ne suffisent pas, et Lelouch est obligé, la plupart du temps, de sacrifier la psychologie, l'essence même de ses personnages (on finit par en oublier les acteurs, pourtant nombreux mais transparents) au profit de scènes à grand spectacle. Devant résumer quarante années d'histoire, il procède un peu à la façon des manuels de bachotage : 1515, Marignan — et tant pis pour la personnalité profonde de François 1er.

On sent, pourtant, qu'il désirait un autre résultat ; qu'il voulait raconter la grande histoire par le biais de la petite, du quotidien des gens simples. Et, lorsque cela transparaît, par instants, on se dit que le pari aurait pu être gagné... Dommage, en vérité, que ce film-fleuve demeure trop extérieur, trop superficiel. Car il n'est pas sans charme. D'abord parce qu'il contient quelques scènes superbes : la fuite du danseur soviétique filmée au ralenti, comme une chorégraphie ; les retrouvailles pudiques de la mère et de l'enfant juif, jadis abandonné sur une voie ferrée...

Et puis, aussi, parce que Lelouch, à travers cette œuvre, a retrouvé une âme d'enfant, un cœur gros comme ça. Il nous entraîne au rythme lancinant du « Boléro » de Ravel dans un mélo pas possible, et nous marchons. Il y croit et, parfois, nous aussi. Alors, pourquoi faire la fine bouche ? Les défauts existent, certes ; mais cette fresque mégalomane au générique interminable a son côté émouvant. La raison ? Elle est simple : « les Uns et les autres » est un film généreux, chaleureux. Pessimiste mais pour la bonne cause : le monde va mal, et si nous nous entraidions, mes frères ? Cela réchauffe le cœur. Après tout, pourquoi bouder ? Construisant son film comme une œuvre musicale, Lelouch a choisi le grand souffle symphonique. Cela sonne comme la 5e de Beethoven, avec les excès et les qualités. On peut préférer un quatuor à cordes. Pure affaire de sensibilité. ●

THÉÂTRE

Marivaux est noir, pas rose bonbon !

Marivaux n'a pas écrit des comédies, mais des tragédies. Le faire jouer guilleret et sautillant est un contresens. "La Double Inconstance" annonce Laclos ou Sade, pas Ménie Grégoire

PAR FABIAN GASTELLIER

QUE Marivaux est noir ! Comme il est cruel et comme il sait manier le scalpel sur le cœur humain... Enveloppées dans un des plus beaux langages que le théâtre français ait jamais inventé, ses pièces vont leur chemin en véritables chirurgiens de l'âme, brisant la joliesse apparente des propos par une sourde et pernicieuse arithmétique des sentiments. Ou, plus exactement, de l'absence de sentiments.

On a parlé, jadis, du « marivaudage » avec un sourire au coin des lèvres, mais rien n'est plus éloigné de l'acception commune de ce terme que la réalité de Marivaux. Ainsi cette « Double Inconstance », véritable mise à mort d'une passion. Un prince aime une servante, Silvia, de tout son amour d'homme mais, aussi, de toute sa puissance de noble. Silvia, elle, aime Arlequin, un paysan juvénile et honnête.

L'œuf est carré ; il faut le rendre ovale. Qu'à cela ne tienne : on enlève les amoureux, on les sépare ; on les trompe, on les achète, on les force à la trahison. On glisse sous leurs yeux naïfs et si jeunes les pièges de la tentation la plus vile : argent, position sociale et respectabilité leur seront acquis s'ils acceptent de s'oublier l'un l'autre. C'est la rouerie la plus achevée.

Petit à petit, on casse le sentiment au fond même des cœurs comme on opère d'une tumeur. On les rend insensibles à leur passé, parjures comme on saurait les rendre amnésiques en détruisant leur cerveau. Manipulés, ils s'abandonneront aux choix des puissants : Silvia épousera le prince et Arlequin, Flaminia, une dame de la Cour qui s'est réellement piquée au jeu et s'est amourachée du paysan. Voilà « la Double Inconstance » telle qu'elle est écrite : école du mensonge ou, pis encore, écrasement de l'innocence par un monde désabusé qui ne craint pas de jouer avec l'enfance pour un simple caprice. C'est terrible, violent. Cela devrait faire frémir.

Hélas ! Jean-Luc Boutté croit encore que Marivaux est gai, léger, un rien printanier, cocasse. Sa « Double Inconstance » se voile de rose et prend la pose en souriant. Tout cela n'est que comédie et, puisqu'à la fin on se donne la main, c'est donc que rien n'est grave. Le contresens pèse lourd toute la soirée. Dans un décor-boîte fait de panneaux lumineux et de bois clair (une jolie idée pour mettre en scène « Madame Butterfly »), Arlequin n'est plus ce qu'il doit être. Adieu la légèreté des âmes non corrompues ; le voici devenu ennuyeux comme la pluie, raisonneur, sûr de tout, macho en diable... Et comme, en plus, Patrice Kerbrat prend un malin plaisir à jouer et parler faux, le rôle glisse et échappe à la pièce. Le prince (Richard Fontana) n'est guère plus convaincant. Pas un gramme d'ambiguïté dans son jeu : hystérique, il fait des colères et boude dans un coin alors qu'il devrait, maître du meurtre, avoir la violence noire et terrifiante. Quant à Flaminia... que dire ? Françoise Seigner est une grande, une immense comédienne. Mais cela ne peut lui ôter un âge qui n'est pas celui du rôle. Arlequin dans ses bras n'avait rien, chez Marivaux, d'un Œdipe refoulé. Contresens, contre-emplois... Certes, Jean-Paul Roussillon en servile valet et Dominique Constanza (Silvia) tirent leur épingle de la soirée. Mais deux êtres ne peuvent rien contre un rythme faussé, une lecture faussée. Quand donc comprendra-t-on la réelle valeur d'un théâtre de cette trempe, si politique, si lucide ? Jean-Luc Boutté a cru que « la Double Inconstance » ressemblait au courrier du cœur des magazines. Marivaux, heureusement, résiste. On n'a qu'à le relire. Il annonce Laclos, pas Ménie Grégoire. ●

Théâtre national de la Comédie Française : 296.10.24 - en alternance, 20 h 30.

Méran



Dominique Constanza et Françoise Seigner dans « la Double Inconstance ».

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325